

LE 18^E DU MOIS

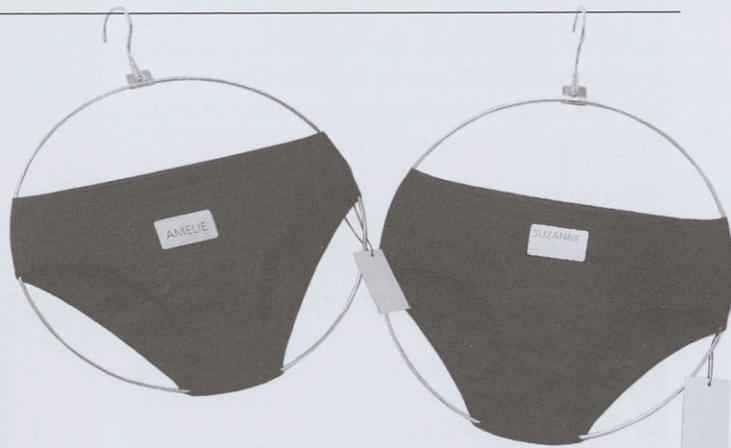
SORTIES DE CRISE INCERTAINES

■ **ÉTUDIANTS L'ANNÉE DE TOUS LES RISQUES** ▶ P. 2

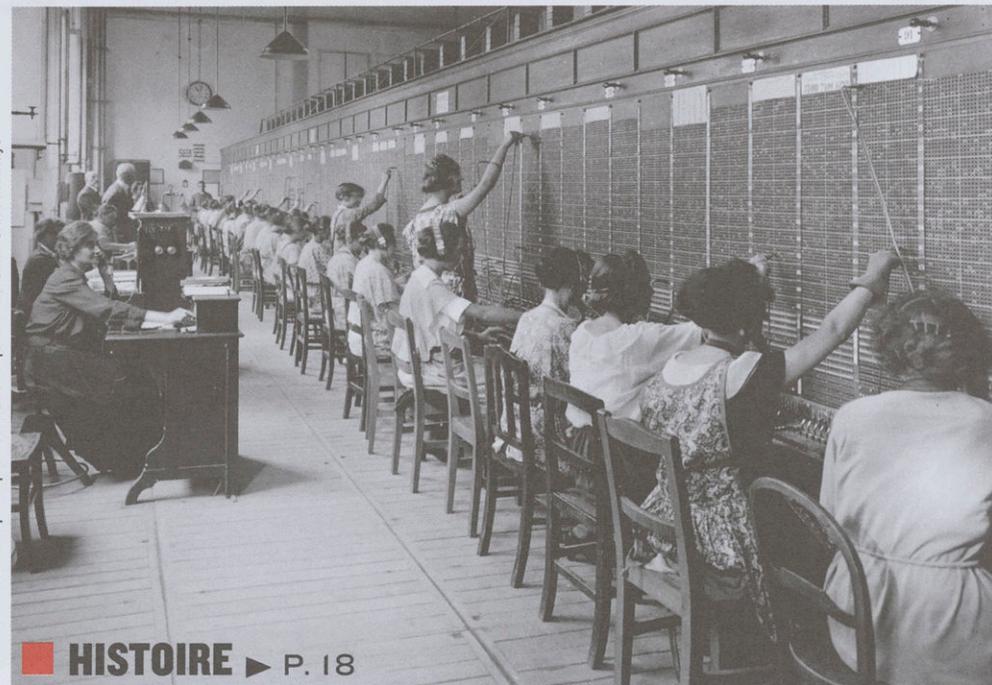
■ **VACCINS NI LES FLAONS NI L'IVRESSE** ▶ P. 4

■ **LYCÉE RABELAIS SAISON 4 : LE RETOUR** ▶ P. 6

■ **DÉPÔT BELLIARD UN PROJET IMMOBILIER TROP BÉTONNÉ** ▶ P. 16



■ **INNOVATION** ▶ P. 12
LES DESSOUS DES RÈGLES



Bibliothèque historique des Postes et des Télécommunications, Paris, 2021. Extrait de : Centraux téléphoniques 1910-1925. Reproduction Jean-Claude N'Diaye

■ **HISTOIRE** ▶ P. 18

LES DEMOISELLES DU TÉLÉPHONE

■ **MONTMARTRE LE CINÉ À EMPORTER FAIT DE LA RÉSISTANCE** ▶ P. 17



Dominique Dugay

■ **ART CONTEMPORAIN À L'ÉCOLE LES ENFANTS EMBALLÉS** ▶ P. 8

Lucie Bernheim
Des « amis » par milliers
▶ P. 10

Lucie est co-administratrice d'un groupe d'entraide en ligne.



Jean-Claude N'Diaye



CRISE SANITAIRE

LE MALAISE GRANDISSANT DES ÉTUDIANTS

Entre fermeture des universités, cours à distance, isolement, augmentation de la précarité, troubles psychologiques, les étudiants souffrent des mesures prises pour contrer la pandémie. Dans le 18^e arrondissement, l'atmosphère est particulièrement tendue.

Depuis de nombreux mois, le secteur de l'enseignement supérieur subit de plein fouet les conséquences de la Covid-19. Une situation qui touche les différents unités présentes dans le 18^e. Du centre Clignancourt de l'université Paris-Sorbonne à l'IUT Paris Diderot en passant par le CFA Stephenson, toutes ces structures tentent de s'adapter.

A la fac, tous les maux réunis

Le centre Clignancourt qui accueille près de 6 000 étudiants de première à troisième année de licence en sciences humaines (histoire, philosophie, sociologie, géographie) est fermé depuis octobre 2020. A la place, des cours à distance ont été mis en place avec une réussite très inégale.

« J'ai des profs qui nous envoient les cours par mail et d'autres qui ont du mal à travailler avec les plateformes numériques », témoigne Quentin, 21 ans, étudiant en deuxième année d'histoire au centre Clignancourt. « L'adaptation des profs par rapport à la situation est très aléatoire. Même si je ne peux pas leur en vouloir, cela nous affecte directement. »

Martin, étudiant en master de mathématiques à Jussieu et résidant à Marcadet-Poissonniers, avait anticipé les difficultés. « Au moment de la rentrée universitaire, je me suis inscrit administrativement pour suivre directement les cours à distance, ce qui me permet d'avoir accès à plus de contenus que les seuls cours en visioconférence. » Malgré sa bonne volonté, il reconnaît la difficulté de suivre des cours à dis-

tance. « Même si notre génération passe beaucoup de temps sur les écrans, c'est compliqué d'être concentré sur des cours qui peuvent dépasser trois heures. » Ce constat touche la majorité du corps étudiant, plongé dans une profonde lassitude comme le constate Quentin : « On n'a plus du tout envie. »

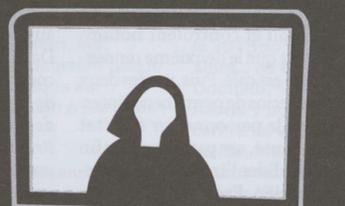
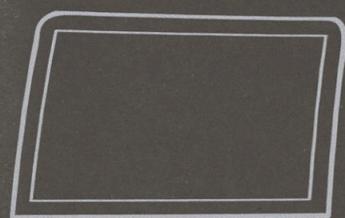
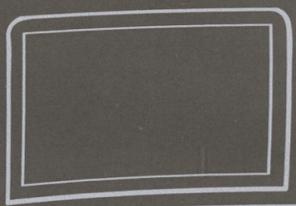
Les syndicats étudiants dénoncent une situation qui perdure et qui ne trouve pas de solutions depuis des mois. Adrien Lienard, responsable des questions sociales à l'UNEF, pointe la responsabilité du gouvernement, qui « préfère la com aux réponses concrètes ». Le 20 janvier, à l'appel de plusieurs syndicats, l'UNEF en tête, Adrien et ses camarades ont organisé une manifestation à Paris, en direction du ministère de l'Enseignement supérieur pour défendre leurs droits. La résidente du 1 rue Descartes, Frédérique Vidal, était particulièrement visée dans le cortège. L'une des revendications phares des manifestants était un retour en présentiel.

Un retour en présentiel au cas par cas

Cette demande a été entendue par le président de la République puisque Emmanuel Macron a décrété un retour des cours à l'université un jour par semaine à compter du 25 janvier à condition de respecter un protocole strict contre la Covid-19. Si cette annonce a été accueillie positivement, dans les faits son application reste floue. Au centre Clignancourt, les partiels du premier semestre se sont achevés mi-janvier et le début du second a été décalé au 1^{er} février. La reprise des cours en physique ne semble pas à l'ordre du jour. Le personnel n'a pas reçu de directives particulières liées à l'annonce présidentielle.

Comparé au marasme universitaire, le CFA Stephenson s'est adapté différemment. Cet établissement accompagne 1 200 jeunes de tous horizons dans des parcours professionnels en alternance. On y trouve aussi bien des aspirants bacheliers que des étudiants en BTS hôtellerie/tourisme et licence pro commerce. L'établissement a ajusté ses formations aux cours à distance avec un suivi renforcé. Ainsi, des aides numériques et un accompagnement pédagogique ont permis aux élèves de suivre leur formation sans trop de difficulté. Toujours dans cette dé-

« Je ne connais personne dans ma classe, chacun est de son côté à suivre ses cours en visio. »



Pour contrer l'isolement et la précarité

Les Restos du cœur proposent des colis alimentaires tous les mardis de 19h à 21h, au CROUS, 8 rue Francis de Croisset. Inscription sur place avec pièce

d'identité, attestation d'un logement à Paris, documents sur les revenus (Bourse, CAF, fiches de paie, chômage) et les charges (eau, électricité, frais de scolarité, frais d'emprunt bancaire). Une distribution alimentaire est également organisée par Linkee tous les mardis et vendredis de 18h à 19h15 au Bar commun,

135 rue des Poissonniers. Passages gratuits et illimités sur présentation de la carte étudiante. Les Ecouteurs de rue (dont nous vous parlions dans notre numéro 277) ainsi que des associations à même de proposer un soutien psychologique sont présentes durant les distributions.

Par ailleurs, chez Phiphi, 83 rue Philippe Girard, espace animé par l'AFEV qui accueillait précédemment des distributions alimentaires, reçoit désormais les étudiants qui ont besoin d'un espace pour travailler et croiser d'autres étudiants. Du mardi au vendredi de 14h à 19h, réservation au 06 73 61 87 01.

ADDENDUM

Dans notre numéro 288, un reportage p. 14 intitulé Aide alimentaire. Des paniers pour les étudiants était consacré à la distribution de denrées organisée par Linkee et l'AFEV. Cet article avait omis un point essentiel : une subvention de 25 000€ débloquée par la Mairie du 18^e pour soutenir l'action. La rédaction s'en excuse.

marche, le CFA Stephenson a mené une enquête afin de savoir comment ses jeunes avaient vécu le premier confinement. Il en serait ressorti une appréhension positive du suivi des cours à distance.

Le centre de formation a aussi rouvert ses locaux progressivement à destination des plus précaires numériquement. Dès la rentrée de septembre, les jeunes apprentis et aspirants bacheliers ont pu reprendre les cours au moins une fois par semaine au 48 rue Stephenson.

La vie étudiante au point mort

Au-delà des difficultés à étudier dans des conditions normales, c'est toute la vie étudiante qui est bouleversée. Billy, 22 ans et qui habite à Château-Rouge, étudie l'informatique à l'ISET (Montparnasse). Habituellement, son rythme de vie alterne entre deux jours de cours à son école et trois jours en alternance dans une entreprise. « On est passé d'une routine, cours, travail, sortir pour voir des amis, aller au resto, à rester enfermé chez soi, c'est tout un mode de vie qui est bouleversé. » Billy a pu garder l'alternance avec son entreprise, mais n'a pas remis les pieds dans son école, fermée depuis la rentrée en septembre. D'une part, les problèmes de communication au sein de son établissement l'ont isolé, d'autre part, cela porte un coup à sa motivation. « Je ne connais personne dans ma classe, chacun est de son côté à suivre ses cours en visio. Ça me met dans une mauvaise phase. »

Ce changement radical a plongé de nombreux étudiants dans une grande détresse. Quentin a éprouvé le besoin d'aller voir un psychologue à la fin du premier semestre 2020. Il explique : « Cette routine ne me plaît pas, car les journées, les semaines se ressemblent. J'ai préféré voir un psy par prévention, ne pas attendre le dernier moment, avec une crise ou une dépression. »

Pour l'UNEF, le malaise est dû « à la fermeture des universités et aux conditions précaires des étudiants ». Le rapport annuel des services à la vie étudiante a révélé une augmentation de 3,69% de la précarité. « C'est une augmentation 18 fois plus importante par rapport au reste de la population », explique Adrien Lienard. Pour répondre à cette détresse, le gouvernement a annoncé la mise en place d'un « chèque santé mentale », et une augmentation du nombre de psychologues. Des réponses qui ne satisfont pas l'UNEF. « On passe d'un psychologue pour 30 000 étudiants à une pour 15 000, donc c'est pas une avancée énorme. » Ce qu'il dénonce surtout c'est une infantilisation des étudiants et des réponses partielles. « La ministre ne nous écoute pas, ne répond pas à nos revendications, elle nous méprise. Et rejette l'appellation "génération sacrifiée", mais dans les faits, on l'est », conclut Adrien Lienard. Une situation qui pourrait s'améliorer avec la réouverture des établissements. Car, comme l'explique Martin « retourner en cours permettrait à beaucoup d'étudiants de retrouver une stabilité ». ●

MEHDI BOUTTIER

Pr Fac Jo 32773

COVID-19

LA VACCINATION AU RISQUE DE LA PÉNURIE

Tous les acteurs de santé et leurs partenaires sont mobilisés pour accueillir les personnes souhaitant se faire vacciner contre le coronavirus. Il ne manque plus que les doses adéquates.

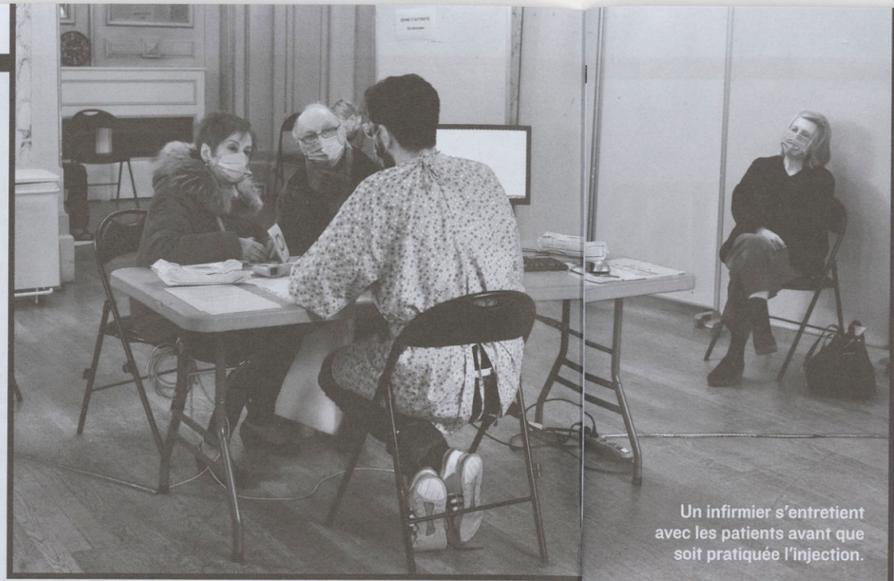
Dans la salle des fêtes de la mairie, la vaccination a bien commencé dès le lundi 18 janvier, pour les personnes de plus de 75 ans et celles atteintes de maladies graves. Elle est organisée par la communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) (voir nos n°281 et 283), avec le soutien de la Mairie de Paris, de celle

du 18e, de l'ARS et de l'Assurance maladie. « Nous vaccinons environ 120 personnes par jour mais nous serions en mesure d'aller jusqu'à presque 500 si nous avions les doses nécessaires » tient à préciser Denis Lemasson, médecin généraliste qui intervient deux demi-journées dans le centre. Le nombre de rendez-vous a volontairement été paramétré

en fonction du nombre de vaccins disponibles et « les six doses du flacon Pfizer sont toutes utilisées », insiste le médecin. Les patients sont accueillis par deux infirmiers qui vérifient le questionnaire qu'ils ont rempli et contrôlent notamment que le deuxième rendez-vous est calé. Puis, un des deux médecins de permanence interroge la personne sur son état de santé, ses pathologies, afin de valider l'indication de vaccination. Enfin, l'un des deux infirmiers présents dans le centre pratique l'injection. Dix médecins se relaient pour assurer des vacations de cinq heures (8h-13h et 13h-18h). Ils sont rémunérés par un forfait d'environ 100€.

Aller vers les patients

Les personnes de plus de 75 ans sont plus nombreuses que celles atteintes de maladies graves (environ les 2/3) et certaines ont rencontré beaucoup de difficultés pour s'inscrire. « C'est la prime aux plus agiles sur Internet et aux plus rapides », insiste le docteur Lemasson, et du coup, une grosse pression pèse sur les généralistes, très sollicités par leurs patients. »



Un infirmier s'entretient avec les patients avant que soit pratiquée l'injection.

Thierry Nectoux

Pour le moment, rien n'est prévu pour ces personnes, lorsqu'elles ne se déplacent pas du tout. Il faudrait vacciner à domicile, grâce à des « cliniques mobiles » et/ou aux médecins libéraux. Pour Dalila Hemaidi, infirmière coordinatrice, il serait possible de « s'appuyer sur la Maison des aînés et des aidants de Bretonneau pour aller vers les patients en résidences autonomes, à condition de mettre en place une complémentarité ».

Des équipes infirmières de la CPTS ont par exemple été envoyées à l'Ehpad Oasis, rue de Laghouat, pour préparer la vaccination et 70% des résidents l'ont acceptée. La deuxième injection a commencé fin janvier et se poursuit actuellement. Les autres établissements ont reçu l'aide de la direction de l'action sociale (DASES).

S'adapter à vue

« Si nous avons davantage de doses et un produit plus facile

à utiliser, nous saurons nous organiser. Mais le système est très centralisé et nous n'avons pas participé à la définition de la stratégie », rappelle Denis Lemasson qui ajoute que « de toute façon, il faut avancer, dans l'intérêt de la santé publique ». Pour Koré Mognon, médecin coordinateur de la vaccination, « la réflexion a commencé en novembre avec la Mairie, l'ARS et la Caisse primaire d'assurance maladie et nous étions prêts le moment voulu, donc si nous devons augmenter le rythme, il n'y aura pas de problème ».

Ayodele Ikuesan, adjointe chargée de la santé à la Mairie du 18e précise qu'une réduction du nombre de doses fournies « pourrait avoir un impact sur les personnes prioritaires qui n'ont pas encore reçu la première injection et rallonger le délai nécessaire pour les vacciner. Mais aucun décalage pour la deuxième injection, nous respecterons le protocole fixé. Si le nombre de doses augmente, l'équipe de soignants très mobilisés pourra vacciner davantage et nous pourrions ouvrir un deuxième centre, cité Traëger ». ● ANNIE KATZ

Le dépistage à domicile

Mis en place en avril dernier dans le cadre du projet-pilote Covisan, par l'AP-HP en partenariat avec la CPTS (lire notre n°283), le dépistage à domicile avait pour but de casser les chaînes de transmission du virus par une démarche de prévention auprès de personnes potentiellement contaminantes et de leurs contacts. Il a continué jusqu'à l'été puis Dalila Hemaidi a été chargée de la coordination, lorsqu'il a fallu augmenter fortement le nombre de personnes testées. Le dépistage à domicile est toujours pratiqué pour les patients ne pouvant pas se déplacer.

OBTENIR UN RENDEZ-VOUS : LE PARCOURS DU COMBATTANT

Centres d'appel surchargés, liens Internet activés tardivement et surtout manque de doses : il faut être aussi chanceux qu'obstiné pour décrocher un rendez-vous à Paris.

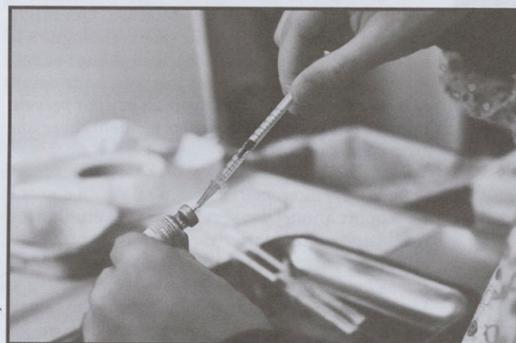
Enfin les plus de 75ans peuvent s'inscrire pour le vaccin contre la Covid-19 à partir du 14 janvier. J'en ai 76 et le 14, dès 8h, je me lance.

JOUR 1 Pour trouver les centres de vaccination à Paris, je vais comme indiqué sur sante.fr. Rien. Bon, allons voir sur les Doctolib, KelDoc ou autres Maiia : pas encore de centres de vaccination proposés à Paris, disent-ils. Ah bon, mais les médias avaient relaté que le gouvernement avait annoncé... Finalement, les mêmes médias rapportent que le début des inscriptions est reporté au lendemain à partir de 8h.

JOUR 2 Donc le 15 janvier à 8h pile, retour sur sante.fr. Plusieurs centres de vaccination s'affichent pour Paris et, chouette, un centre à la mairie du 18e. Pour tout lien, un numéro de téléphone – le 3975 de la Mairie de Paris – mais pas d'hyperlien. J'appelle : une voix électronique me propose de cliquer sur un des chiffres, mais aucun ne renvoie à la vaccination ! Pour être mis en relation avec un conseiller, il faut rappeler à partir de 8h30. À 8h30, j'appelle donc le 3975 presque sans discontinuer en alternance avec le 08 00 00 91 10 dont je viens de découvrir l'existence sur une chaîne d'info. Nouvel échec. A 9h30, miracle : le 3975 décroche. Redéfilement des questions et des chiffres... Pour être mis en ligne avec un conseiller, la voix annonce que l'attente peut être longue. Soit !

Une autre voix, plus douce, me renvoie gentiment sur le 08 00... Au 08 00... : « Désolé, votre appel ne peut aboutir, nous vous invitons à... ». Je renouvelle. Après plusieurs tentatives, ça marche ! Comme on me le suggère, j'entre mon code postal et... dix secondes plus tard : « En raison d'un trop grand nombre d'appels... » Le manège continue. Ceci jusqu'au soir ! Et toujours rien sur sante.fr.

JOUR 3 Le 16 janvier, 8h30 pétantes, je tapote par cœur 08 00... Une fois, deux, trois, quatre, cinq : toujours la même ritournelle : « En raison... » A la sixième tentative, après 21 minutes d'attente, une vraie (!) voix désolée m'annonce qu'elle ne peut rien faire d'autre que de m'inciter à tenter ma chance sur le 3975 ou sur sante.fr !!! Ou alors... de charger l'appli Doctolib. Allons-y pour Doctolib. Pas de centre de vaccination à la mairie du 18e, mais possibilité de s'adresser à celui du 5 rue Curial dans le 19e. Le site me propose un rendez-vous en février, puis un second pour le rappel en mars. Je m'applique : il faut choisir parmi les dates proposées, créer un compte, un mot de passe, et attendre un code de vérification qui vous parvient par SMS. Trois mails dégingolent dans ma boîte : « Confirmation inscription » ; « Premier rendez-vous » ; « Rendez-vous de rappel ». Hourrah ! Il est 9h14. Cela m'a pris une petite huitaine d'heures sur trois jours. Conclusion : pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué. J'apprendrai ensuite que la société Pfizer a pris du retard. Aussi, à la mairie du 18e, on m'explique que le nombre de rendez-vous est limité au nombre de doses reçues. Logique. Dès le 16 janvier, à Paris, tous les centres avaient fait le plein de rendez-vous. MARIE-ODILE FARGIER



Thierry Nectoux

« Tant que le nombre de vaccins est limité, nous continuerons sur la base de 120 personnes vaccinées par jour, afin d'être sûrs de pouvoir faire la deuxième injection »

DENIS LEMASSON, MÉDECIN GÉNÉRALISTE

DANS LEURS BULLES



LE 18^e DU MOIS

Le 18^e du mois est un journal d'information sur le 18^e arrondissement, indépendant de toute organisation politique, religieuse ou syndicale.

Il est édité par l'association des Amis du 18^e du mois.

ISSN 1259-903
Numéro de commission paritaire 1022 G 82213

Ont collaboré à ce numéro

Rédaction : Annick Amar, Dominique Boutel, Mehdi Bouttier, Sylvie Chatelin, Marie-Odile Fargier, Florianne Finet, Danielle Fournier, Dominique Gaucher, Annie Katz, Maryse Le Bras, Jacky Libaud, Monique Loubeski, Sandra Mignot.

Photographies et illustrations :

Paul Dehedin, Dominique Dugay, Jean-Claude N'Diaye, Thierry Nectoux,

Relecture : Elise Coupas, Annie Katz, Sandra Mignot, Emmanuel Tronquart.

Rédaction en chef : Sandra Mignot avec Annie Katz, adjointe.

Graphisme original : Pilote Paris

Maquette : Anne Guillaume

Bureau de l'association :

Sylvie Chatelin, présidente, Annie Katz, vice-présidente, Sophie Roux, secrétaire, Danielle Fournier, secrétaire adjointe Catherine Masson, trésorière.

Réseaux sociaux : Valentina Casciu, Cornelle Paul, Sophie Roux.

Responsable de la distribution : Anne Bayley

Responsable des abonnements :

Martine Souloumiac

Responsable de la mise sous pli : Marika Hubert

Directrice de la publication : Sylvie Chatelin

Fondateurs : Marie-Pierre Larrivé, Noël Monier et Jean-Yves Rognant.

Imprimé sur papier certifié FSC par :

Promoprint, 79 rue Marcadet, 75018 Paris

PROCHAIN NUMÉRO :
PARUTION LE 6 MARS

LE 18^e DU MOIS

76 rue Marcadet 75018 Paris

tél. : 01 42 59 34 10

18dumois@gmail.com

www.18dumois.info

L'école par temps de Covid

Surpopulation scolaire, réprimandes aux élèves mais laisser-aller en salle des maîtres, Yugo, 11 ans, exprime ici son sentiment sur la gestion des mesures sanitaires contre la Covid à l'école. Ce strip a été créé dans le cadre des ateliers bande dessinée de l'association Art-Exprim', qui continuent d'avoir lieu à distance. Merci à l'auteur, à son enseignante et à l'association.

(ENCORE) UN COUP DE THÉÂTRE AU LYCÉE RABELAIS !

Le « rapatriement » d'une partie des élèves dans le 18^e programmé pour le 1^{er} mars aura-t-il lieu ? Cela dépendra de l'issue du bras de fer entre la Ville de Paris et la Région Ile-de-France.

Il y a 1 an le lycée Rabelais était fermé soudainement par la Région, propriétaire des locaux, pour des raisons de vétusté. Des photos édifiantes du bâtiment montraient le péril de travailler dans cet établissement (*lire notre numéro 276*). Depuis la rentrée de septembre le millier d'élèves de ce lycée a été éparpillé aux quatre coins de Paris et les élèves des sections d'enseignement général - les seules de tout le 18^e - ont été répartis dans les lycées Bergson et Jacquard, loin de leur lieu de résidence. Pour les professeurs cela peut notamment aboutir à jongler entre plusieurs lieux d'enseignement. À la fin du premier trimestre une rixe a eu lieu devant le lycée Bergson et un élève de Rabelais, pour l'heure hors de danger, a été grièvement blessé. Élèves et professeurs ont alors pris conscience qu'ils n'étaient pas bienvenus dans ce secteur du 19^e arrondissement.

Cela a-t-il poussé les administrations à « relocaliser » ces élèves ? Ce qui est sûr, c'est que comme dans un jeu de dominos, les élèves du collège Utrillo, qui jouxte le lycée Rabelais à la porte de Clignancourt, ont été hébergés dans une école désaffectée de la rue Championnet le temps que leur collège soit reconstruit. Alors que c'est chose faite, les locaux de la rue Championnet se trouvent disponibles. Un bâtiment « merveilleux » qui enthousiasme profs et élèves de Rabelais lors de la visite. Sauf que, dernier coup de théâtre en date, le conseil d'administration extraordinaire du lycée Rabelais, qui devait se tenir fin janvier pour valider la relocalisation a été reporté : les élus de la Ville de Paris sont « en attente d'un engagement écrit de la Région précisant que cette solution d'hébergement temporaire prendra fin au plus tard à la rentrée de septembre ».

Déménager

L'école, propriété de la Ville de Paris, sera investie à la rentrée 2021 par des élèves de maternelle. Alors, l'emménagement sera-t-il possible au 1^{er} mars ? D'autant que « prévoir et réaliser les déménagements n'a jamais

été le point fort de la Région » selon un des professeurs. Ses collègues s'inquiètent aussi qu'il n'y ait pas de salles spécifiques pour les enseignements expérimentaux, physique, chimie et SVT. Nul besoin, pour les futurs jeunes élèves, de ces équipements... qui sont indispensables pour les occupants temporaires qui doivent passer leurs épreuves du Bac.

Dernière inquiétude qui vient ternir la joie de revenir dans le 18^e : il n'y aura plus l'an prochain de recrutement d'élèves de première année pour l'école d'infirmières et de travail social. Le projet de Rabelais qui « permet à des étudiants moins argentés, moins scolaires, de poursuivre des études se trouve donc amputé » de sa

spécificité. Quant à reconstituer une communauté éducative que les déménagements ainsi que la crise sanitaire ont mise à mal ? « Ce sera l'objet de la saison 2 », dit un enseignant qui ne manque pas d'humour et avoue passer « du rire aux larmes » dans cette situation ubuesque. ● DANIELLE FOURNIER



NATURE

AMOURS HIVERNALES CHEZ LES RENARDS

Signes d'une biodiversité favorable et bien que très discrets, Monsieur et Madame Renard sont de retour en ville et se reproduisent.

Quatre renardeaux nés au printemps dernier dans le cimetière du Père Lachaise. Alors, à quand une reproduction dans notre cimetière de Montmartre où maître Goupil a déjà été signalé ? Cette installation des renards en ville est plutôt une bonne nouvelle, comme l'arrivée des éperviers ou des faucons pèlerins, car ces prédateurs étant situés à l'extrémité de la « chaîne alimentaire », cela signifie que la biodiversité parisienne est assez conséquente pour les sustenter.

Retour du renard roux à Paris

Présents depuis les années 1980 dans le bois de Vincennes et paradoxalement très rares au bois de Boulogne où pourtant le garde-manger de lapins est bien garni, les *Vulpes vulpes* (leur appellation scientifique) sont probablement entrés dans Paris en empruntant les corridors écologiques que sont la Petite Ceinture et la Coulée verte René Dumont. Dès 2012, ils étaient observés aux Buttes Chaumont, à Montsouris, au parc Georges Brassens, mais également au jardin du Luxembourg ou sur la place de la République.



Cinq semaines après leur naissance, les renardeaux se lancent dans des jeux de compétition, notamment avec les proies apportées par les adultes.



Jean-Claude N. Diaye

En ville, les renards ont seulement besoin d'un abri diurne tranquille. La nuit, ils partent en prospection dans les rues et les jardins et ne sont guère regardant quant à leur nourriture : les rongeurs (rats et souris) sont bien sûr des proies traditionnelles, mais les jeunes oiseaux ou les fruits tombés au sol, les vers et insectes, les hérissons, voire des poissons et le contenu des innombrables poubelles composent une réserve inépuisable. Leur ouïe et leur odorat très développés leur permettent de repérer facilement les sources d'alimentation.

On ne doit pas craindre la présence du petit prédateur qui est très discret, contrairement à ses très nombreux cousins londoniens qui batifolent en plein jour au seuil des maisons. Il n'est plus vecteur de la rage qui a été éradiquée, et peut seulement transmettre un parasite du foie, occasionnant l'échinococcose alvéolaire que l'on contracte exceptionnellement en mangeant des fruits ou légumes ayant été souillés par des déjections du petit canidé.

C'est maintenant

En janvier et février, c'est la période des chaleurs et les mâles parcourent parfois de longues distances à la recherche des femelles qu'ils repèrent grâce aux petits jappements qu'elles émettent. A cette époque, des mâles sont parfois observés se bagarrant en plein jour. Si tout se passe bien, les femelles mettront bas à la mi-mars de trois à six renardeaux qui seront indépendants à l'automne. La gale sarcoptique et les collisions avec les voitures seront ensuite les principales menaces qui pèseront sur nos renards parisiens. Si vous êtes adeptes des écoutes nocturnes depuis vos fenêtres, ouvrez donc vos oreilles ces temps-ci, peut-être entendrez-vous Madame appelant Monsieur ! ● JACKY LIBAUD

En bref...

TROP DE FEMMES ? LE MINISTÈRE FAIT SAUTER L'AMENDE

La Mairie de Paris n'aura pas à acquitter l'amende de 90 000 euros dont elle a écopé pour avoir nommé trop de femmes (11 contre 5 hommes) aux postes de direction en 2018. La ministre de la Fonction publique, Amélie de Montchalin, a annoncé le 27 janvier que cette sanction était annulée. Elle a même encouragé la Ville à « consacrer ces fonds à maintenir cette dynamique positive ». Anne Hidalgo s'était rendue au ministère accompagné de plusieurs élues parisiennes pour contester la pénalité. S.M.

FESTIVAL ARTS EN ESPACE PUBLIC

Eloïse Baille, Aurélien Dougé, Elona Miknevičiute, Ikhyon Park sont les quatre artistes sélectionnés par Art-Exprim' pour l'édition 2021 du festival Arts en espace public. Performance, film-collage, installation, sculpture seront produits à ciel ouvert auprès des habitants entre avril et septembre, sous la thématique de la nature, du paysage et de l'engagement. A.K.

Plus de détails sur : www.art-exprim.com

COMPARUTION IMMÉDIATE

“Même si vous l'aimez, ne lui soufflez pas les réponses !”

Ilyès et Lucie comparaissent devant la 23^e chambre du tribunal correctionnel de Paris pour détention, transport et usage de stupéfiants.

Deux silhouettes penaudes se tiennent la main dans le box. Ilyès*, 20 ans, possède un casier judiciaire : quatre condamnations pour des délits relatifs aux stupéfiants. Lucie*, le même âge, ne présente aucun antécédent. Tous deux ont été contrôlés après avoir brûlé un feu rouge près de la

porte de Saint-Ouen. Lorsque la conductrice a baissé sa vitre, une odeur de cannabis a alerté les policiers. Cent quatorze grammes de la résine magique ont été retrouvés dans le véhicule, ainsi que 1300 euros. « Une partie était pour ma consommation personnelle », explique Ilyès, chez qui le test de dépistage atteste effectivement d'une addiction. « Le reste, je ne sais pas qui l'a mis dans la voiture. » Pas Lucie assurément, qui assure n'avoir pas vu son compagnon entrer dans le véhicule avec des sachets. « Même si vous l'aimez, ne lui soufflez pas les réponses », tonne

le président de la 23^e chambre à l'intention du jeune homme. Tous deux expliquent que la voiture est parfois prêtée à des amis. Des messages dans le portable de la jeune femme instillent le doute : « Je suis dispo, j'ai grand besoin d'un billet. J'ai déjà Cam et Dom. » « J'ai utilisé le téléphone de Lucie car le mien est cassé », endosse Ilyès. « Je fais des livraisons d'hélium pour arrondir mes fins de mois et Cam et Dom ce sont des amis. » Le président lève les yeux au ciel... « Tous deux ont un emploi, alors qu'est-ce qui peut bien les motiver, si ce n'est l'appât du gain », conclut la procureure,

les réponses !”

après une sortie de prison en septembre. « Il a un travail, un projet. Quand on a commencé à fumer à 15 ans, on a besoin d'être aidé. Le but de la peine n'étant pas juste de punir, un sursis probatoire intégral serait bienvenu. » Lucie est finalement relaxée. Sa mère, qui a pu regagner la salle après la suspension de séance fond en larmes et joint ses mains en direction du ciel. Pour Ilyès ce sera un an de prison dont quatre mois avec sursis. Trois mois de sursis qui lui avaient précédemment été infligés sont également révoqués.

SANDRA MIGNOT

* Les prénoms ont été modifiés.

Le 18^e passe sous la barre des 200 000 habitants

Comme le reste de Paris, notre arrondissement perd des habitants, et ce depuis 2012. La croissance sans fin des prix de l'immobilier, en poussant les classes populaires et les classes moyennes à chercher un logement au-delà du périphérique, est sans doute l'une des principales explications à ce phénomène. Entre 2013 et 2018, date des derniers chiffres publiés par l'Insee, le 18^e a perdu près de 7000 habitants (soit 3% de sa population) et compte désormais 195300 habitants. Et pendant ce temps, la part des cadres a grimpé de 10%. Le verre se vidant d'un côté, il se remplit de l'autre... et c'est logiquement que les communes limitrophes ont vu leur démographie augmenter. Aubervilliers et Pantin sont concernées en premier lieu par ce mouvement migratoire de Parisiens à la recherche d'espace et de loyers abordables. Malgré cette baisse, le nombre d'habitants du 18^e reste supérieur à celui de 2008 et l'arrondissement conserve sa troisième place sur le podium des quartiers les plus peuplés, talonnant le 20^e mais loin derrière le 15^e (233000). Enfin, nos voisins du 17^e comptent eux environ 167000 habitants.

FLORIANNE FINET

DES ÉCOLIERS À LA RENCONTRE DE L'ART CONTEMPORAIN

Dans le cadre du programme *Une œuvre à l'école*, le Fonds d'art contemporain-Paris Collection prête des œuvres aux établissements scolaires. Cette cohabitation n'est-elle pas la meilleure façon de sensibiliser les jeunes esprits à la création ?

La salle d'art de l'école Rouanet a tout d'un musée : œuvres des élèves, posters d'art, et même projections vidéo. Pas un centimètre sur les murs qui ne témoigne de l'intérêt que l'établissement porte à l'art visuel et de la créativité de l'enseignante en arts plastiques Bénédicte Delaroche-Hébert. « L'architecture très particulière de l'école invite à favoriser la présence de la culture, explique-t-elle. L'art y a sa place. » C'est pourquoi il y a deux ans, l'établissement s'est porté volontaire pour accueillir l'une des œuvres d'art contemporain du fonds de la Ville de Paris.

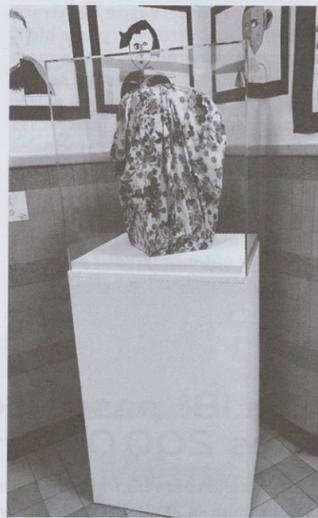
Et elle renouvelle l'expérience cette année avec *Contrebande #2* de l'artiste Céline Vacher-Olivier. Ce grès émaillé dissimulé sous un drapé de tissu en soie avec des motifs de fleurs, noué selon une technique japonaise pour emballer les cadeaux, le furoshiki, est installé dans l'entrée de la classe d'art, un lieu de passage pour tous les élèves.

Bénédicte Delaroche-Hébert souhaitait une œuvre qui fasse la part belle au mystère : « Elle a une belle présence, suscite l'imaginaire, les enfants sont enthousiastes : ils en parlent à la récréation, il n'y a aucune réaction de rejet. Et l'importante protection nécessaire les interroge également. » Elle a été mise en place par le personnel de Paris Collection qui, après avoir choisi son emplacement dans l'école, installe un socle, un plexiglass ou une cloche afin de réduire les risques de détérioration.

Développer l'esprit

Claire Boustani, responsable de la médiation, propose chaque année aux écoles inscrites dans le projet un choix de cinq créations d'artistes vivants. « Je valorise en priorité des œuvres récentes choisies en lien avec les demandes thématiques des écoles, mais il faut que les conditions d'exposition soient les meilleures possibles. » Un dossier pédagogique est fourni aux écoles et si les enseignants le souhaitent, un accompagnement peut être réalisé par des étudiants en médiation de l'art contemporain. Cerise sur le gâteau, l'artiste peut accepter d'intervenir dans l'établissement.

L'objectif est le même pour tous, la familiarité avec l'art : « L'artiste est une personne comme les autres, accessible, il n'y a plus de barrières. L'œuvre fait partie du quotidien des enfants », témoigne la directrice Ophélie Boussetta. Et c'est la notion même d'art qui émerge : « Il y a un vrai travail pour leur faire comprendre qu'une œuvre d'art peut être faite avec des matériaux du quotidien », explique l'enseignante. « Les enfants ont déjà des représentations très classiques », complète Ophélie Boussetta. « L'art contemporain fait appel aux sensations et cette approche n'est pas toujours simple. Il suscite des interrogations qui n'ont pas forcément



une seule réponse et cette démarche est intéressante car elle permet de développer un esprit ouvert. »

Claire Boustani souhaite aussi que les enfants découvrent l'art contemporain « dans une rencontre avec l'œuvre, non avec l'artiste. Il s'agit d'une résidence d'œuvre, d'où la durée de l'exposition, une année scolaire, dans un espace vu par tous. » Passée la recherche de signification, de sens, les enfants mettent « la main à la pâte » et produisent leur interprétation. Elle fera l'objet, si les conditions le permettent cette année, d'une grande exposition dans l'école, à laquelle les familles sont invitées. « Hier, un petit garçon m'a offert un cadeau enveloppé dans un furoshiki (voir ci-dessous), raconte Bénédicte Delaroche-Hébert, parce qu'il a acheté du tissu avec sa mère au marché Saint-Pierre. C'était magnifique, mais aussi la preuve que l'art sort de l'école et pénètre le cercle familial. Au bout de deux ans seulement, les enfants font des comparaisons entre les œuvres, ajoute-t-elle. Ils essaient de comprendre la nouvelle en utilisant ce qu'ils ont construit par rapport à la précédente. »

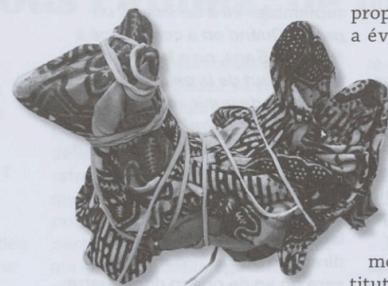
Plaisir et force créatrice

Deux autres écoles accueillent des œuvres d'art : Houdon avec une sculpture de Pascale-Marthine Tayou, *Détail de la fontaine E* et Pierre Budin, avec une photo, *Place Houwaert* de Randa Maroufi, artiste qui a exposé

sa série sous les voûtes du métro aérien à la Goutte d'Or. A l'école Houdon, qui participe au projet depuis cinq ans, Barbara Martinez, professeure d'arts plastiques, avoue que son propre rapport à l'art contemporain a évolué. Surtout, tout le monde s'amuse : « Les enfants ne se rendent même pas compte qu'ils apprennent ! Ils sont tellement dans le plaisir que ça coule de source. »

Claire Boustani suit les projets de très près et les enseignantes se réjouissent de son engagement, comme en témoigne sa présence à chaque restitution. Pour elle aussi, « l'art parle très vite aux enfants et libère une force créatrice très puissante ». ●

DOMINIQUE BOUTEL



En haut à gauche, la sculpture de Céline Vacher-Olivier a inspiré un élève pour emballer le cadeau ci-dessus. Ci-contre Barbara Martinez, colle un cartel sur la sculpture de Pascale-Marthine Tayou.

Pour en savoir plus : <https://www.paris.fr/pages/le-fonds-municipal-d-art-contemporain-fmac-5175#une-oeuvre-a-l-ecole>



Le grain de folie fait sa soupe populaire

Charles (à gauche) est propriétaire de deux restaurants, un dans le 9^e arrondissement, et celui-ci, *Le Grain de folie Montmartre* au 28 rue La Vieuville. Avec une équipe de bénévoles, il offre un plat chaud gratuit à ceux qui en ont besoin. Il fournit une centaine de repas par jour à des associations qui les distribuent en maraude ou en point fixe dans l'arrondissement.

Thierry Nectoux

QUATRE ASSOCIATIONS POUR LE SPORT AU FÉMININ

Des organisations travaillant dans le 18^e ont été retenues par l'appel à projet *Paris sportives*, pour ne plus laisser tous les terrains aux hommes.

Que les femmes et les jeunes filles s'approprient davantage l'espace public sportif de la cité, tel était l'objet de l'appel à projet lancé l'été dernier par la Ville de Paris et *Paris 2024*. Le programme financera donc l'organisation d'activités sportives associatives régulières dans le but d'inciter à l'utilisation des terrains d'éducation physique (TEP) en accès libre, en favorisant les disciplines du basket et du foot,

activités les plus fréquemment pratiquées dans ces équipements. Parmi les 14 projets retenus, deux sont portés par des organisations bien connues du 18^e. *Cultures sur cour*, association du quartier Amiraux-Simplon est jusqu'à présent très impliquée dans le soutien scolaire. « Pour nous, développer le sport auprès des filles, c'est une ouverture, un tremplin vers d'autres choses. Nous avons déjà prévu de former deux jeunes filles pour le Bafa (brevet d'aptitude aux fonctions d'animation). Deux ou trois pourront aussi travailler sur la communication autour des actions lancées. » *Cultures sur cour* offrira un créneau hebdomadaire de foot

et de basket sur le TEP des Poissonniers ainsi que des tournois durant les vacances scolaires pour 30 jeunes filles de 11 à 18 ans. « Notre projet est porté en partenariat avec Paris Basket 18. Nous voulons mutualiser nos compétences, eux sur le volet éducatif et sportif, nous sur le volet éducation populaire et jeunesse. »

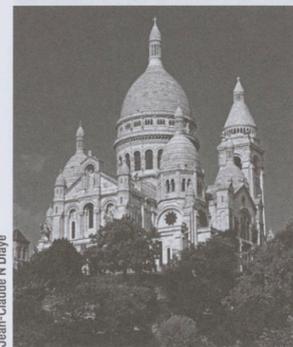
Foot et basket

Amunanti, dont les cours de zumba ont déjà été présentés dans nos colonnes et qui propose actuellement des séances gratuites de sport en extérieur, mettra en œuvre des actions conçues en partenariat avec *Un ring pour tou.t.e.s* et *Emmaüs habitat*. Il s'agira de cours collectifs de boxe sur les TEP Chapelle Charbon et Chapelle International pour 140 femmes pendant les vacances scolaires. Deux autres associations, actives sur le nord-est parisien viendront également proposer des actions.

Ladies & basketball, créée par cinq passionnées de ce sport, propose habituellement des sessions de basket exclusivement féminin sur le nord-est parisien. Elle organisera deux sessions par semaine, notamment sur le TEP de la Goutte d'Or, une exposition itinérante et une compétition l'été prochain pour 400 joueuses. Enfin, *Socios solidaires*, créée en 2019, est basée au parc de La Villette. Elle proposera des créneaux hebdomadaires autour du foot et du basket à destination d'une centaine de jeunes femmes sur le TEP Marcel Sembat. Les activités qui seront développées dans le cadre de l'appel à projet devraient débuter en avril. Les associations lauréates bénéficieront d'un budget de 100 000 € réparti entre tous les projets. En espérant que de nouvelles mesures sanitaires ne viennent pas empêcher ces activités. S.M.

MÉMOIRE ET HISTOIRE LE SACRÉ-CŒUR, LA COMMUNE ET NOS ÉLUS

Le conseil d'arrondissement s'achemine vers sa fin ce mercredi 20 janvier, quand Émile Meunier (Europe Écologie Les Verts) présente un vœu qui va animer les participants. Il propose de « demander le report du classement du Sacré-Cœur au titre des monuments historiques ». En effet, la date choisie par le ministère de la Culture est celle... de l'anniversaire des 150 ans de la



Jean-Claude N'Diaye

Commune de Paris. Il rappelle que ce sera l'occasion de prendre la mesure du véritable « héritage républicain » et des « valeurs portées par la Commune ». Vœu voté avec l'appui du maire et de la majorité de gauche qui appelle à de la « délicatesse ». Visiblement, ceux qui vont voter contre en manquent et les interventions suivantes nous démontrent que la basilique et son parvis sont encore l'enjeu de vives batailles idéologiques (lire notre article histoire du n°287). Pour Justine Henry (LaRem), il n'y a pourtant pas lieu de s'arrêter à cette histoire de dates, qualifiée de vision « révisionniste » par Rudolph Granier (LR). Il faut vite classer, pour vite avoir des subventions d'Etat et relancer le tourisme ! Quant au dernier intervenant de la séance, Benoît Cuturello-Maini (RCI), il rappelle tout simplement que c'est aussi « le bicentenaire de la mort de Napoléon I^{er}, invitant à réfléchir à l'héritage du bonapartisme ». Les historiens de la Commune et les citoyens ne s'apprécieront !

DANIELLE FOURNIER

N.D.L.R. Comme l'a confirmé Eric Lejoindre, le classement du Sacré-Cœur a été reporté à une date ultérieure.

LA PLACE DU VILLAGE SE

Le confinement a donné un nouvel élan au groupe d'entraide entre voisins du 18e sur Facebook, qui compte désormais près de 12 000 membres.

Où trouver des roulés à la cannelle autour de Château Rouge ? « Qui est intéressé par cette imprimante à récupérer ? » « Avez-vous un plombier efficace et pas trop cher à me conseiller ? » Difficile de faire plus hétéroclite que le groupe d'habitants du 18e, baptisé Collectif Paris 18, constitué voilà cinq ans sur le réseau social Facebook. Il faut dire qu'il accueille pas moins de 12 000 membres, ravis de pouvoir échanger bons plans et conseils en tout genre avec leurs voisins de quartier. Un chiffre en constante augmentation, portée par les confinements liés à la Covid-19.

Les règles sont simples : toutes les publications doivent concerner le 18e arrondissement et ses 195 000 habitants ou les alentours proches, tandis que les promotions de produits ou services ne sont pas autorisées, à

quelques exceptions près. Seuls les dons sont acceptés, les ventes d'objets étant renvoyées vers un autre groupe, Le Vide-grenier du collectif Paris 18. Les principaux sujets ? Les dons de vêtements, la recherche d'un bon professionnel ou encore les meilleures adresses de restaurants ou boulangeries. Récemment, la publication d'une habitante, qui cherchait des voisins motivés pour faire du sport deux fois par semaine, a été commentée 150 fois. « Le site est en quelque sorte le nouveau Google du 18e ! Les réponses sont souvent bien plus précises et pertinentes », résume Lucie Bernheim, l'une des deux administratrices bénévoles du groupe, née dans le 18e il y a vingt-huit ans.

Solidarités

Outre le renforcement des liens entre habitants, rendu encore plus précieux pendant le confinement, le groupe s'est trouvé, depuis la crise sanitaire, une nouvelle vocation à travers le soutien – réel et non virtuel – aux commerçants locaux. « Nous avons lancé en décembre un marché éphémère avec uniquement des artisans implantés dans le 18e arrondissement », détaille Lucie Bernheim, qui est elle-même ébéniste. Les créa-

RÉINVENTE EN LIGNE



Jean-Claude N'Diaye

Lucie Bernheim, habitante du 18e, est co-administratrice bénévole de Collectif Paris 18.

teurs qui proposent des bijoux, des objets en bois ou encore des vêtements customisés ou en laine, ont été recrutés grâce au groupe Facebook. Ce mar-

ché devrait – si tout va bien – se poursuivre tous les week-ends jusqu'à la fin du mois. Pour aider les nombreux restaurants, une liste de ceux qui sont restés ouverts et qui proposent des plats à emporter a aussi été créée.

Autre initiative solidaire, l'organisation d'une journée du don en septembre,

« Le site est en quelque sorte le nouveau Google du 18e ! »

dans les locaux du restaurant Urban Greener, rue Muller, qui a ouvert il y a à peine un an. « On a invité les membres du groupe à déposer la veille tous les livres, vêtements, objets dont ils n'avaient plus besoin. Ça a très bien marché, donc on s'est retrouvés avec une quarantaine de gros sacs poubelles à offrir. La moitié a trouvé preneurs et l'équipe de la ressource de la Goutte d'Or, le Poulpe, est passée en fin de journée avec son camion pour récupérer ce qui restait », souligne, enthousiaste,

Lucie Bernheim. Devant le succès de cette opération solidaire, elle aimerait renouveler l'expérience dès la fin du confinement.

Échanges modérés

En attendant des jours meilleurs, la modération des échanges sur le collectif l'occupe déjà largement. Avec son amie co-administratrice, Juliette Berthiaux, elles passent chacune une à deux heures

par jour à faire ce travail ingrat mais indispensable. Le temps de vérifier que les membres respectent bien les règles de fonctionnement, tant dans les publications que dans les 600 commentaires publiés chaque mois et qu'il ne s'agit pas de... robots. « En général, les échanges sont vraiment bienveillants, excepté peut-être les sujets sur l'immobilier, qui sont plus sensibles. Nous devons bloquer deux ou trois personnes par mois, en raison de leurs propos agressifs, pas plus », avance Lucie Bernheim. Comme quoi, les réseaux sociaux ne correspondent pas forcément à la jungle qu'on dépeint parfois... ● FLORIANNE FINET

DE NOUVELLES RÈGLES DU JEU POUR LES PROJETS DES CITOYENS

Le Conseil de Paris adopte une nouvelle charte du budget participatif, après une année blanche pour cause de municipales. Le nouveau mode d'emploi tente de répondre aux diverses critiques dont il faisait l'objet depuis sa création en 2014.

Puis que jamais cette année où des réformes sont annoncées, les porteurs de projets auront besoin d'un accompagnement avant de présenter leur dossier au budget participatif. Deux associations sont chargées de cette mission dans l'arrondissement : Astérya pour les quartiers Blémond et Goutte d'Or et Projets 19 pour les portes Montmartre et Clignancourt, Amiraux-Simplon et Moskowa. « Nous travaillons beaucoup sur la thématique de montages de projets lors des cafés Envie d'agir », précise Mona Gorce, chargée de mission chez Astérya. « Nous pouvons aider pour la robustesse du projet, son écriture, car nous connaissons bien les critères indispensables, comme la description, le budget, etc. » « Nous pouvons aussi accompagner la mise en ligne pour éviter les erreurs », confirme Vincent Quinton de Projets 19. Dans ce but, les associations invitent les habitants à venir les retrouver lors de leurs permanences, rencontres, ateliers ou balades (voir encadré).

Pour répondre à des critiques récurrentes, les projets d'aménagement de l'espace public ne sont plus éligibles : créer une piste cyclable, un ralentisseur devant une école relèvera d'autres dispositifs. Autre nouveauté, le budget Tout Paris répond à une thématique prédéfinie : « Imaginer le Paris de demain » pour cette année.

Le changement le plus important concerne le mode de scrutin qui introduit une notion qualitative, le « jugement majoritaire ».

Plus de démocratie

Les Parisiens pourront bien sûr, voter pour les projets qu'ils aiment mais aussi contre ceux qu'ils souhaitent

rejeter complètement, par un système de notation. Ainsi, seuls seront retenus les projets qui, outre le nombre de votes, recueilleront l'appréciation la plus favorable possible. Cette méthode permet de favoriser les propositions réellement consensuelles, en limitant le « pilotage » par des groupes actifs. Mais permettra-t-elle d'éviter une certaine part d'arbitraire dans la sélection des projets après le vote, en cas d'égalité des voix, même s'il s'agit souvent de donner la priorité aux quartiers populaires...

Favoriser et accompagner

Jusqu'au 28 février, les projets peuvent être déposés sur la plateforme dédiée : budgetparticipatif.paris.fr. Astérya propose des rendez-vous lors de ses permanences, les mercredis, de 16 h à 18 h. D'autres rencontres en extérieur sur la placette, rue Emile Blémond (angle rue André Messager) : le 10 février, de 10 h à 13 h, le 17 et le 20, de 14 h à 17 h. A la Goutte d'Or, deux permanences, à l'Echomusée, le 6 février de 10 h à 13 h et le 13 février de 14 h à 17 h

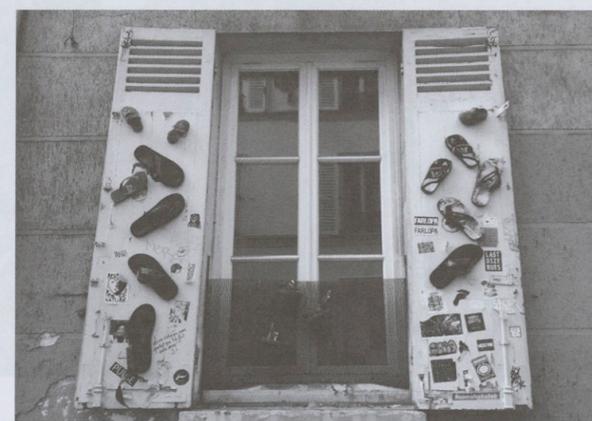
Projets 19 : permanences chaque mercredi de 16 h à 18 h, dans ses locaux des 18e et 19e. Au départ du centre social et culturel Rosa Parks : balade dans ce nouveau quartier, jeudi 11 février, 14 h 30. A.K.

Astérya, 31-33 rue du Nord, métro Marcadet-Poissonniers, agir@asterya.eu, 07 69 69 66 71
Echomusée, 21 rue Cavé, métro Château Rouge, 01 42 23 56 56, 07 61 30 37 82
Projets 19, 40 rue Leibniz (18e), métro Porte de Saint-Ouen et 9 rue Mathis (19e), métro Crimée, 07 86 24 21 58, 01 53 26 57 37, budgetparticipatif@projets19.org

LE CHŒUR DES ABBESSES RECRUTE...

Grâce à la technologie, le Chœur des Abbesses poursuit ses répétitions. En 2021, deux pièces sublimes sont au programme : le Gloria de Vivaldi et le Requiem de Verdi ! Sont recherchés des « choristes au diapason », c'est-à-dire confirmés et motivés. Particulièrement, altos, ténors et basses (le pupitre sopranos est complet) ! Si vous êtes tentés, n'hésitez pas : répétitions le lundi soir (pour l'instant en visio).

Contact : Isabelle au 07 83 36 88 88 ou choeurdesabbesses@gmail.com



Michelle Buisson

LA PHOTO DU MOIS

Insolite, amusante, romantique, elle est votre vision du 18e tel que vous l'aimez et souhaitez le faire connaître. Envoyez-nous une photo en haute définition au format JPG (prise avec un appareil photo ou un smartphone équipé d'un appareil photo de bonne qualité), accompagnée de vos nom et prénom, indication du lieu précis et de la date, et d'une légende de 150 signes maximum. (redaction18dumois@gmail.com). Nous publierons une image par mois dans notre mensuel et sur Facebook.

Chaque jour cet habitant de la rue Tholozé sort... ses tongs. Histoire peut-être de penser à ses projets estivaux ?

AGENDA

Sous réserve de modification selon les mesures anti-Covid.

LUNDI 1^{ER} MARS

Conseil d'arrondissement
Les conditions – présentiel ou visio – dépendront du contexte sanitaire.

TOUT LE MOIS DE FÉVRIER

Bébés
Collecte de dons pour les tout-petits dans le cadre des « Bébés du cœur », en particulier couches et lait maternisé, à déposer en mairie.

TOUS LES WEEK-ENDS DE FÉVRIER

Créateurs
Un marché des créateurs du 18e (lire ci-contre), les samedis et dimanches, se tiendra au 4 rue Ferdinand Flocon de 10 h à 18 h.

MERCREDI 10 FÉVRIER

Fanzines
Apprendre à réaliser un mini fanzine avec l'autrice de BD Li-chin Lin. À partir de 8 ans, à la bibliothèque Vaclav Havel, 26 esplanade Nathalie Sarraute. Réservation : 01 40 38 65 40.

LES 10, 12, 23 ET 25 FÉVRIER

Trimobile
Ce dispositif permet aux habitants de déposer leurs petits encombrants près de chez eux entre 9 h et 13 h. Ce grand conteneur sera installé devant le 17-19 rue Francœur les 10 et 25 février, et passage Belliard-Leibniz au niveau du passage Saint-Jules les 12 et 23 février.

SAMEDI 20 FÉVRIER

Un jour à la ferme
La petite ferme de la Goutte d'Or organise une journée « La ferme dans la ville » avec initiation au compostage, recyclage, biodiversité et des activités ludiques pour petits et grands de 10 h à 16 h 30 au square Alain Bashung, 16 rue de Jessaint. Inscriptions sur place ou sur projetfermedespoir@gmail.com

DIMANCHE 21 FÉVRIER

Verdun
Commemoration de la terrible bataille, là encore en présentiel ou en visio : à vérifier sur le site de la mairie du 18e.

UNE ENTREPRISE BIEN CULOTTÉE



Dominique Duguy

« Osez être culottée », « Il est temps de changer les règles », telle est la communication d'une petite entreprise bien implantée depuis deux ans dans l'arrondissement et qui a le souci de préserver la santé aussi bien que la nature.

Ethan Dahan, 24 ans, est à la tête d'une entreprise florissante. *La culotte parisienne* : 15 employés (tous en CDI), des locaux, ateliers et bureaux (dans le quartier des Grandes Carrières), des idées d'optimisation à profusion et des commandes qui ne cessent de croître. Et ce, en moins de deux ans d'existence. Car il ne s'agit pas de n'importe quelles culottes, mais de culottes dites menstruelles. Ce mot, qui fait encore frémir les générations précédentes (on ne parle pas facilement du corps intime de la

femme, et tout particulièrement de la question des règles), ne pose aucun problème au jeune homme. Il n'a pas hésité à éduquer toute sa famille, père, oncle, parties prenantes du lancement de l'affaire, et ses amis à aborder simplement le sujet.

« L'idée est née avec ma petite sœur, qui a eu du mal à trouver la protection hygiénique idéale, mais le projet a démarré surtout à cause d'une de mes amies victime d'un syndrome du choc toxique, à cause



Colette, Yvonne, Suzanne, Amélie, Élise... Les modèles portent les prénoms des grand-mères de la famille.

d'un tampon oublié, et à la suite duquel elle a été amputée des deux jambes. »

Tout le monde ne le sait pas, mais la problématique ancestrale des protections hygiéniques se pose depuis quelques années en terme d'écologie, de confort et de santé : tampons bardés de produits toxiques, serviettes jetables qui polluent, imperméabilité douteuse, gênante pour des femmes qui travaillent, etc. Sans parler des personnes handicapées, à tous les âges, par des fuites urinaires. Ethan et son équipe se sont attelés au problème afin de trouver les matières les plus éco-responsables, anti-allergènes et, si possible, de fabrication française.

Un produit entièrement naturel

Le coton qu'utilise *La culotte parisienne* est un coton bio, certifié Oeko-tex ou Gots, que la société fait elle-même tisser en Italie. Il est teint – pour l'instant en noir – dans une usine spécialisée à Roanne. Celle-ci travaille à créer une gamme de couleurs n'utilisant pas la poudre d'argent qui sert en général à les fixer et est

« Pour trouver un produit entièrement naturel ça a été très long, mais ça y est, on va pouvoir lancer la production pour des milliers de mètres de tissu ! »

très polluante. La « couche » est en fibre d'eucalyptus, du Tencel, moins consommatrice d'eau que le bambou. Et depuis peu, certains modèles sont agrémentés de dentelle, fabriquée dans le nord de la France.

Et pas question de céder aux sirènes commerciales pour diminuer les exigences écologiques. Clémentine, chargée de la commercialisation, encore étudiante en énergie renouvelable et sauvegarde des océans, veille au grain. L'acheminement lui aussi respecte, en priorité, l'environnement puisque, la plupart des ventes se faisant en ligne, c'est le service de La Poste qui en est chargé.

Des commandes à tout-va

Fonctionnant sans subventions, ouverte à la diversité, l'entreprise a joyeusement donné aux différents modèles en vente les noms des grand-mères de la famille, Yvonne, Georgette... Néanmoins, elle a été heureuse de recevoir une dotation de 2 000 € de la Ville, en remportant le premier prix de l'innovation du concours *Fabriqué à Paris*. Pas étonnant que *La culotte parisienne* ait obtenu l'été dernier une commande importante de Naturalia : 10 000 culottes à fabriquer en moins de deux mois. Pari tenu !

« Si vous en avez cinq, et que vous les utilisez bien, elles peuvent durer sept ans ! » sourit Ethan. Une sacrée économie à tout point de vue ! Et bientôt... un nouveau modèle low cost. A suivre, les filles !

DOMINIQUE BOUTEL

Vente exclusivement en ligne : lculotteparisienne.com. A partir de 26€.

DERNIÈRE TOURNÉE DU PATRON

Les Chiffons ont perdu celui qui animait ce bar-restaurant depuis près de vingt ans.

Si la porte des *Chiffons* demeure close depuis des semaines, ce n'est pas seulement à cause des mesures sanitaires. Celui qu'on appelait « Gégé », son patron, est décédé le 23 novembre à l'âge de 67 ans. Sur la vitrine, de nombreux clients et amis ont écrit des messages qui sont autant de témoignages d'affection pour le « meilleur taulier de la rue Marcadet ». Son établissement, un de ces bars-restaurants traditionnels comme la gentrification n'en fait plus, avait été mis à l'honneur dans un documentaire radio d'Hélène Carbonnel il y a quatre ans. « Les Chiffons, c'est un bar de merde avec un patron de merde où on se sent bien », résumait-il.

Sûr qu'au 90 rue Marcadet, ce n'était pas vraiment Boboland. « J'étais contente que Les Chiffons existent pour plusieurs raisons », explique Mireille, une cliente. *L'ambiance paisible aussi bien dedans que dehors, pas de chichi, dans le quartier ça se fait rare. Les prix aussi, très corrects. Le genre d'endroit où il était encore possible d'inviter sans le regretter au moment de l'addition.* Et puis ce lieu, c'était aussi toute une époque. Quand les unes après les autres les salles du 18^e ont cessé d'accueillir des réunions politiques internes – parce que politiques ! –, les petits partis sans local propre pouvaient trouver refuge aux *Chiffons*. Moyennant une consommation, les militants confortablement installés dans de profonds fauteuils ou perchés sur des tabourets pouvaient se retrouver et débattre sans souci.

Gégé, Tahar Djerrar de son nom complet, pensait que s'il revendait son établissement, cet esprit disparaîtrait : « Parce que les gens aujourd'hui ce qu'ils veulent c'est faire du fric, mais j'ai jamais vu de coffre-fort sur un corbillard. » Ce patron-là laisse en tout cas bien des clients endeuillés. ● D.F., S.C., S.M.

A écouter sur arteradio.com : *Chiffons vs Fichon – Prolo ou bobo ? La gentrification vue du bar.*

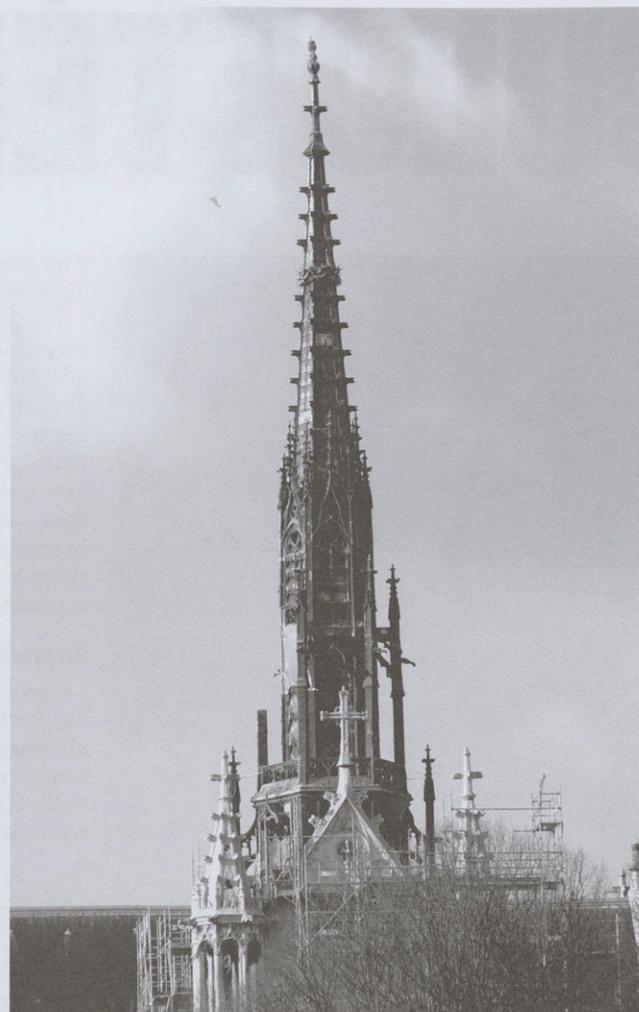
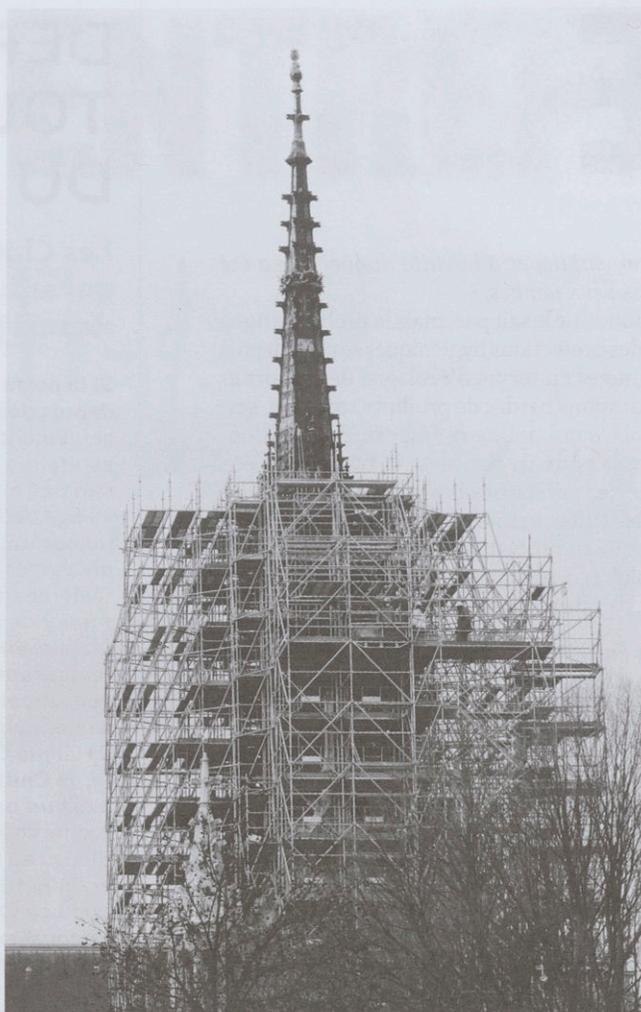


Jean-Claude N'Diaye

EN IMAGES

La flèche sort de son corset!

Bardée de son échafaudage depuis plus d'un an, l'église Saint-Bernard faisait l'objet de travaux visant à sécuriser sa flèche qui perdait certains de ses éléments...! «*La croix menaçait aussi de tomber et l'ensemble est en très mauvais état*» indique Philippe Charvet, ingénieur du département des édifices culturels historiques de la Ville de Paris. L'étanchéité a également été revue et réparée provisoirement grâce aux bâches bleues qui ornent la flèche, côté rue Saint-Bruno. Ces travaux consistaient à «*prodiguer les premiers soins, en attendant une restauration future*» précise le spécialiste. A.K.



Jean-Claude N'Diaye

LA UNE POUR ÉVITER LA RUE

Une locataire du 18^e risque l'expulsion, alors que son propre studio est squatté.

Emma Ichès aurait préféré ne pas être à la une des journaux. Pourtant, depuis la fin décembre elle enchaîne reportages télévisés, articles en presse écrite et vidéos en ligne. De BFMTV à Sputnik France, en passant par RMC, Closer, Le Nouveau Détective ou La Croix, son histoire interpelle. Cette blogueuse culinaire, habitante de la Goutte d'Or mais également propriétaire d'un studio dans le 9^e arrondissement est en effet sous le coup d'une procédure d'expulsion, faute de n'avoir pu payer son loyer depuis bientôt deux ans.

«*Mon studio, qui me permet de payer le loyer de l'appartement dans lequel je vis en colocation, est occupé par une mère de famille, sans droit ni titre*», explique-t-elle. La porte a été forcée entre deux locations. Et malgré la condamnation de l'intéressée en novembre 2019 et l'ordonnance du juge mentionnant son

expulsion sans délai, la préfecture refuse d'employer la force en vertu de la loi dite DALO (pour droit au logement opposable).

Emma a tout essayé pour récupérer l'usage de son bien. «*De temps en temps, je vais la voir pour essayer de parlementer. Elle répond toujours que si je suis expulsée, ce n'est pas son problème. Elle dit qu'elle cherche un appartement mais n'en trouve pas. En plus, elle est très agressive. La confrontation est toujours difficile.*»

Emma en est donc à 30 000 euros de manque à gagner et 12 000 euros de dette de loyer, sans compter les frais de justice et les charges de copropriété. «*Je ne dors plus, c'est une situation très stressante.*» Elle est convoquée le 12 mars devant la justice, afin qu'un juge statue sur sa situation à l'égard de son bailleur. «*Sans enfants, je ne peux bénéficier du DALO, alors que ma squatteuse, mère d'un enfant en bas âge, peut rester chez moi*», résume-t-elle en gardant son calme.

Dans la foulée de la médiatisation dont elle bénéficie, Emma a aussi envoyé une batterie de courriers aux cabinets de Brigitte Macron, d'Em-

manuelle Wargon (ministre chargée du Logement), de Gérald Darmanin (ministre de l'Intérieur), de Ian Brossat (adjoint à la maire de Paris chargé du logement), d'Eric Lejoindre, de Delphine Bürkli (maire du 9^e), d'Anne Hidalgo, d'Emmanuel Macron ou encore d'Eric Dupond-Moretti (garde des Sceaux, ministre de la Justice). Un vrai marathon, dans l'espoir d'une intercession en sa faveur.

Elus et gouvernement alertés

«*Je ne demande pas que cette femme soit mise à la rue, précise Emma, mais qu'on lui trouve un hébergement. On ne peut pas me demander de la loger gratuitement parce qu'elle est protégée.*» A l'heure où nous imprimons ce journal, le ministère du Logement aurait enfin promis une expulsion rapide et demandé à la préfecture d'y prêter le concours de la force publique. Reste à Emma de trouver les moyens d'apurer sa dette locative. Une cagnotte a été mise en ligne dans ce but. ● SANDRA MIGNOT

Collecte en ligne pour soutenir Emma sur papayoux-solidarite.com.

DES VÊTEMENTS POUR LES MIGRANTS

Le vestiaire de l'association Solidarité Saint-Bernard vient de rouvrir ses portes. Il a besoin de vêtements, en bon état et lavés, qui peuvent être déposés du mardi au samedi de 15 h à 18 h ainsi que les samedis et dimanches de 9 h à 13 h. Les produits d'hygiène sont également bienvenus. Installé au 5 rue Pierre l'Ermite il pourra répondre aux besoins des hommes, le samedi de 10 h à 13 h, et à ceux des familles le dimanche dans le même créneau horaire.

Plus d'infos : paroisse@saint-bernard-de-la-chapelle.fr

**RETROUVEZ
LE 18^e DU MOIS
SUR LES RÉSEAUX
SOCIAUX**
FACEBOOK / LE 18E DU MOIS
TWITTER / @LE18EDUMOIS

DANSER SUR L'ESPLANADE NATHALIE SARRAUTE

À partir du mercredi 24 février, on dansera à Pajol certains mercredis avec *La Halte Garderie*.

Comme son nom ne l'indique pas, c'est bien à tous, jeunes et moins jeunes, professionnels et amateurs, que s'adresseront ces *Rendez-vous dansés* proposés par Johan Amselem, chorégraphe et créateur de la compagnie *La Halte Garderie*. Johan a déjà fait danser des milliers de personnes lors de flashmobs ou de performances participatives dans l'espace public. Ou de bals comme celui commandé par la Mairie de Paris en 2019, pour clôturer le mois du handicap où ont dansé des personnes handicapées ou non.

Dans une ambiance qui se veut joyeuse, ces *Rendez-vous dansés*, trois mercredis par mois à partir de 14 h sur l'esplanade Nathalie Sarraute, seront l'occasion de « se défouler, se bouger » sur des musiques « électro, rythmée pour se mettre en transe, se mettre en joie... », comme nous le dit Lucie Mariotto, administratrice production. Des rendez-vous si bienvenus en cette période de confinement et de restrictions de nos mouvements!

Les étudiants en première ligne

Les étudiants ne constituaient pas un « public forcément visé spécifiquement au début » mais, après contact avec l'AFEV (Association de la Fondation étudiante pour la Ville) et le tiers-lieu Chez Phiphi (voir notre n° de décembre), constat est fait

qu'ils « sont dans une certaine précarité et en détresse psychologique » (lire notre article page 2). Ce type de projet ne peut que leur apporter une bouffée d'air frais et les aider à traverser ces moments particulièrement difficiles. Un atelier danse devrait donc avoir lieu un mercredi par mois, dans le local d'environ 60m², au rez-de-chaussée de la résidence CROUS rue Philippe de Girard. Lucie et Johan espèrent que les étudiants aideront à constituer un noyau dur, motivé qui entraînera les habitants dans une « grande communauté mixte » lors de la « boum » de clôture au mois de juin.

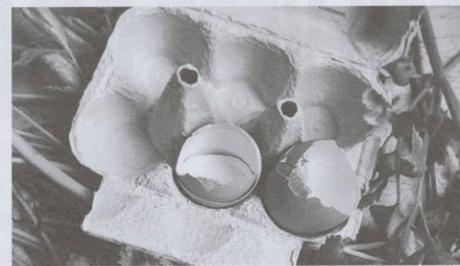


Le projet est soutenu par la Ville de Paris, dans le cadre de la « politique de la Ville », et l'équipe de développement local. La Mairie du 18e a mis en relation la compagnie avec les structures associatives locales, afin qu'elles puissent mobiliser leurs adhérents et les habitants.e.s du quartier. C'est ainsi que Claire, de la toute nouvelle association VESPLA (Vivre ensemble sur l'esplanade), a aidé à repérer le jardin Rosa-Luxemburg comme lieu de repli en cas de pluie. Espoir 18 va diffuser l'information auprès des jeunes et la radio RapTz va médiatiser l'événement.

Comme le dit Lucie, ils avancent pour le moment « à tatons » car tout est suspendu aux mesures sanitaires actuelles et aux nouvelles qui se profilent à l'heure où nous écrivons. Mais restons optimistes et donnons-nous rendez-vous en février pour danser et retrouver des moments festifs et mouvementés de joie pure. ● SYLVIE CHATELIN

www.lahaltegarderie.com

DU NOUVEAU POUR LE TRI DES DÉCHETS

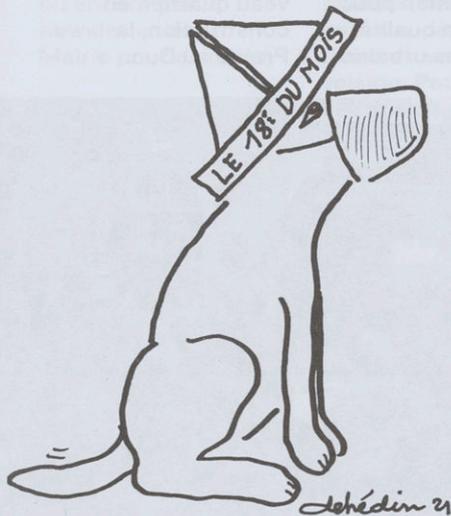


De nouveaux bacs permettent la collecte de déchets alimentaires au marché de l'Olive. Les restes de préparations de repas, y compris animaux (épluchures, os, restes de viandes, coquilles etc.) pourront y être déposés, ainsi que les produits alimentaires périmés sans leurs emballages, les sachets de thé et les filtres à café en papier, les mouchoirs, essuies-tout, boîtes d'œufs en carton afin d'absorber les jus et d'éviter les mauvaises odeurs. Ces bacs permettront ensuite la production de biogaz et de fertilisant pour l'agriculture. Des animations sont proposées (dernières dates les 12 et 13 février) pour mieux expliquer ce nouveau mode de collecte. S.M.

CIRCULATION

La création d'une piste cyclable et les travaux en cours pour créer des voies de bus perturbent la circulation entre l'avenue de la porte de la Chapelle, la rue de La Chapelle et la rue Marx Dormoy. La municipalité a décidé d'autoriser les riverains à emprunter les voies de bus pour aller et venir depuis leur domicile. Ces dérogations concernent les habitants de la rue de La Chapelle, des impasses du Curé et de La Chapelle, de la cité de La Chapelle, du passage Ruelle. S.M.

Désolé, à cause du masque, je n'ai trouvé que cette solution pour t'apporter ton journal...



ABONNEZ-VOUS AU 18^E DU MOIS

Abonnement au mensuel Le 18^e du mois

- Je m'abonne pour 6 mois (6 numéros) :17€
- Je m'abonne pour 1 an (11 numéros) :29€
- Je m'abonne pour 2 ans (22 numéros) :56€
- Abonnement d'un an à l'étranger :35€

Adhésion à l'association des Amis du 18e du mois

- J'adhère pour 1 an :20€
 - J'adhère pour 2 ans :40€
 - Je soutiens l'association : 80€
- (comprend abonnement et adhésion pour 1 an)

Remplir en lettres capitales et envoyer avec le chèque à l'ordre de « Les Amis du 18e du mois », 76, rue Marcadet 75018 Paris :

Nom :
Prénom :
Adresse :
E-mail :

Si vous souhaitez recevoir une facture, veuillez cocher la case ci-après :

Adresse : Les Amis du 18^e du mois 76 rue Marcadet 75018 Paris - courriel : 18dumois@gmail.com - Site : <http://18dumois.info>

HALTE BELLIARD

FEU VERT PÂLE DU CONSEIL DE PARIS À UN PROJET CONTROVERSÉ

Le réaménagement du centre de remisage et de maintenance des bus de la RATP, certes nécessaire pour accueillir dès 2025 des véhicules propres, est aussi l'occasion de bâtir au-dessus d'une dalle de recouvrement jusqu'à neuf étages de logements sociaux, résidence en coliving, commerces, etc.

Savez-vous en quoi consiste le projet appelé la « halte Belliard » ? Il s'agit de construire un ensemble immobilier de 25 000 m² en partie au-dessus de l'aire d'accueil et de maintenance de centaines de bus. Drôle d'idée, direz-vous ! C'est pourtant celle conçue par la RATP devant la nécessité de faire les travaux indispensables pour accueillir, en 2025, des véhicules entièrement « verts ». La majorité d'entre eux seront électriques, les autres fonctionneront au biogaz. Cette transformation suppose l'agrandissement de l'espace dédié au remisage des bus et la reconversion des installations actuelles de maintenance. Des travaux importants que financeront les constructions prévues confiées, au terme d'un appel à projets associant la RATP et la Ville de Paris, à la société Linkcity.

Le projet prévoit, superposé au centre bus, la construction de 5 bâtiments de 5 à 9 étages, construits en partie sur une dalle de 9 000 m² au-dessus du centre de remisage de la Régie. On y trouvera des logements familiaux, une résidence privée de coliving* de 271 lits, une résidence sociale

de type Maison relais, des espaces de travail, des commerces et une salle d'escalade de 1 600 m².

Cette « programmation mixte » se veut écologique. Selon le promoteur, près de 50 % de l'opération sera réalisée en bois ou avec d'autres matériaux biosourcés. Une halle photovoltaïque de 2 000 m², couvrant une partie du centre bus, assurera près de la moitié des besoins en électricité. Elle permettra aussi l'autoconsommation pour une partie des logements.

Le voisinage s'inquiète

Le Conseil de Paris a donné, en novembre 2020, son feu vert au lancement de l'opération, tout en signalant les points de vigilance suivants : le respect des réglementations sécurité incendie et ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement) ; la présence permanente d'interlocuteurs du maître d'ouvrage et de la RATP pour les riverains et les futurs habitants/usagers ; le respect des engagements pris par le maître d'ouvrage lors de la concertation concernant l'association des riverains pour la programmation commerciale et associative et pour l'animation du jardin central.

Des réserves destinées à mieux prendre en compte les conditions de vie des habitants du quartier. Car, depuis sa conception initiale, le projet les inquiète. Dans un quartier très dense, où les espaces verts font cruellement défaut, la perspective de constructions supplémentaires ne paraît guère pertinente. D'autant que le caractère industriel du site engendre déjà un certain nombre de nuisances. Elles proviennent notamment de la circulation des 260 bus actuellement sur ce site, de son éclairage en continu et des produits utilisés pour la maintenance.

Lors de la concertation publique, menée de juillet à novembre 2019, ils ont fait état de leurs préoccupations. De son côté, le maître d'ouvrage met en avant l'apport d'activités économiques comme facteur d'amélioration de la situation du quartier. En décembre 2019, le Conseil de Paris lui a demandé de faire évoluer le projet notamment en l'ouvrant sur le quartier et en augmentant la superficie des espaces verts.

Un manque de vision urbaine

Le programme présenté en novembre 2020 au Conseil de Paris a été légèrement revu : la surface verte augmente légèrement, le jardin central sera accessible aux horaires d'ouverture de la salle d'escalade, et un local associatif complètera l'opération. Le maître d'ouvrage s'est engagé à associer les riverains à la programmation des surfaces commerciales et aux actions d'animation de ce nouvel espace. Sur proposition du président de

la Commission urbanisme et logement, Emile Meunier, le Conseil de Paris a adopté des aménagements destinés à sécuriser juridiquement ces évolutions.

L'Association pour le suivi de l'aménagement Paris Nord-Est (ASA PNE) constate que « la densité du projet reste toujours forte avec 18 000 m² de logements dont 8 000 m² de résidence en coliving. Et la surface d'espaces verts demeure limitée passant seulement de 2 000 à 2 400 m² soit 13 % des 1,8 hectare du projet... un taux bien en deçà des recommandations de 30 % du Schéma régional de cohérence écologique. » L'ASA PNE regrette aussi que l'avenir de l'ensemble de cet important site industriel, amené à évoluer dans les prochaines années, n'ait pas été pris en compte. « Cela aurait permis d'avoir une vision plus large de la mutation urbaine sur ce secteur », indique-t-elle.

Préalablement au permis de construire, attendu au second trimestre 2021, une participation du public par voie électronique se déroulera en ce début d'année. Les travaux devraient démarrer l'été prochain, leur achèvement s'échelonnant de 2024 à 2027. ● DOMINIQUE GAUCHER

* Le coliving est un modèle hybride entre hôtel et colocation traditionnelle. Il se compose d'espaces privatifs, mi-privatifs (grande cuisine, salon) et partagés (salle de cinéma, de sport, de jeu). Les baux sont flexibles, le bien entièrement meublé et les loyers comprennent l'assurance, l'accès à Internet et à des services comme le ménage dans les parties communes.

LE SAMEDI, LA COUR DE L'ÉCOLE EST OUVERTE

Depuis le 13 janvier et pour six semaines, hors vacances scolaires, la mairie du 18^e expérimente la « ville du quart d'heure » à l'école des Amiraux.

Pour son premier jour de test, l'ouverture de la cour de l'école des Amiraux un samedi n'a pas rencontré un grand succès. Il faut dire que les conditions optimales de succès n'étaient pas au rendez-vous. Météo peu favorable, froid, pluie, conditions sanitaires compliquées, activités

associatives au ralenti, temps de préparation sans doute un peu court : un mois, fêtes de fin d'année comprises. Résultat, une seule association avait répondu à l'invitation, *Home Sweet Mômes*, qui assure déjà la ludothèque au square des Poissonniers, et quelques familles du proche quartier qui ont fait le déplacement. Cette expérimentation fait partie du concept de « ville du quart d'heure », axe central du programme électoral d'Anne Hidalgo lors des dernières élections municipales. L'idée : disposer à un quart d'heure à pied de chez soi, ou cinq minutes à vélo, de l'accès à tout ce qui

essentiel, soins, courses, activités sportives et culturelles. Dans ce cadre, une école dans chaque arrondissement est désormais ouverte à tous, pour y accueillir associations, services... et devenir l'espace d'un samedi par semaine « la capitale du quartier ». Le principe a été adopté en Conseil de Paris le 19 décembre. Pour le 18^e, le choix s'est porté sur l'école des Amiraux, facile d'accès et située non loin des portes de Clignancourt, des Poissonniers et de La Chapelle, dans une zone qui bénéficie moins que d'autres de la proximité des services publics et culturels. « Il faut avoir une cour

ouvrant directement sur la rue, et directement accessible, l'accord de la direction de l'école, le soutien des parents d'élèves », résume Carine Roland, l'adjointe chargée de ce dossier. Le concepteur de la « ville du quart d'heure », Carlos Morenos, est profes-

seur associé à l'Institut des administrations des entreprises de Paris (université Paris Panthéon-Sorbonne, spécialiste de la « ville intelligente ») (c'est-à-dire utilisant les technologies de l'information et de la communication pour améliorer la qualité des services urbains

ou réduire leurs coûts) et conseiller scientifique auprès d'Anne Hidalgo. Des villes comme Melbourne, Ottawa, Copenhague s'en sont inspirées. Plus près de nous, Nantes a conçu selon ce principe un nouveau quartier, en construction, la Prairie au Duc.

Pour sa deuxième tenue, le samedi suivant, le temps était davantage clément. Plus d'une dizaine de familles avec enfants en bas âge ont pu apprécier les jeux proposés par *Home Sweet Mômes*. Informées par l'école où leur enfant est inscrit pour certaines, ou encore par la newsletter de la Mairie pour d'autres,

le plus souvent par le bouche à oreille, elles plébiscitent l'initiative. Pour une mère d'élève de l'école « les enfants sont mieux ici qu'enfermés à la maison ». Rares sont ceux qui savent que l'opération entre dans le projet de « ville du quart d'heure ». « Il y a un manque de communication », déplore Deborah venue en voisine. Pour autant ces débuts en douceur n'empêchent pas de réfléchir à des développements et propositions à venir : « Mise à disposition de connexions Internet, création d'espace de coworking pour les étudiants et scolaires. » Restent quelques semaines pour transformer l'essai avant un premier bilan.

PATRICK MALLET



Dominique Duguy

LE VIDÉO-CLUB DE LA BUTTE : UN VRAI CINÉMA DE QUARTIER

Un vidéo-club est-il un commerce essentiel ? Les riverains de la rue Caulaincourt ont répondu un grand OUI à cette question. En créant et alimentant une cagnotte en ligne, ils ont permis à ce petit bout de Paris malmené par la crise de ne pas sombrer.



Dominique Duguy

C'est l'un des derniers vidéo-clubs de Paris, passé de la cassette VHS au DVD. Successivement malmenée par Canal +, les chaînes cinéma du câble, la VOD, Netflix et consorts, puis par le téléchargement illégal, la boutique de la rue Caulaincourt est pourtant rarement vide. Lors du premier confinement, les spectateurs en manque envoyaient leur liste, puis récupéraient leur ration d'images « en loucedé ». Christophe Petit, qui a repris la boutique en 2003, s'est résigné au « click and collect ». Car ce qu'il aime, c'est discuter, communiquer. Comme sa clientèle d'habitues qui musarde dans les trois pièces en enfilade où sont soigneusement classés des trésors du septième art.

Dans l'entrée on trouve les nouveautés, la sélection du moment (des films anciens mais édités récemment) et le cinéma américain. L'ancienne courette est le domaine du cinéma français. L'arrière-boutique se divise en trois zones : cinéma du monde, films de genre (action, fantastique, horreur) et coin jeunesse. Le maître des lieux aime à le répéter : « Je ne suis pas un algorithme. » Pas de prescription automatique pour le client indécis qui est aussi souvent un voisin qu'on a appris à connaître. La palabre avant le choix du film, la critique après font partie du plaisir. C'est plus chaleureux qu'une plateforme. Et moins cher. Ici les prix n'ont pas bougé depuis trente ans. La location coûtait alors 25 francs. Quatre euros aujourd'hui.

La belle idée d'une cagnotte

Christophe Petit a remarqué une évolution des goûts des gens ces derniers mois. Alors que les salles obscures sont fermées, une majorité se montre friande de comédies, de « feel good movies », désireuse sans doute de s'évader d'un

quotidien morose. En revanche les jeunes adultes ont réagi différemment. Refusant de perdre leur temps à visionner des fadaïses, ils ont réclamé des films forts, marquants, durables.

Le vidéo-club de la Butte se considère avant tout comme un commerce de quartier. Le contraire d'une chapelle élitiste. Un endroit où chacun trouvera de quoi satisfaire son appétit et sa curiosité, du série-maniaque à l'amateur de cinéma coréen en passant par les grands-parents à la recherche d'un film familial, un lieu vivant bien plus qu'un survivant d'un passé révolu. Malgré tout, ces dernières années, les clients se sont raréfiés. Aucune subvention n'est venue renflouer les caisses. Deux habitués ont donc eu l'idée de monter une cagnotte. Depuis mai dernier, 30 % des clients contactés ont fait un don sur « Le Pot commun ». Un taux de retour exceptionnel qui témoigne bien de l'attachement des gens du quartier. Treize mille euros ont été récoltés, de quoi régler quelques mois de loyer. La cagnotte, toujours active, peut encore recevoir des dons.

Michel Gondry, un ancien gros client, s'est inspiré du lieu pour écrire « *Soyez sympas, rembobinez !* » (sorti en 2008). D'autres gens de cinéma ont aussi un jour poussé la porte. Comme Lucien Jean-Baptiste, Guillaume Nicloux ou Rachida Brakni, escortée de son Eric Cantona de mari. Que Christophe Petit avait pris pour un rugbyman ! Les paillettes ne sont pourtant pas le genre de la maison. On affiche les dédicaces de vedettes mais aussi les petits mots d'excuse des clients ayant rendu leurs DVD en retard. ● MONIQUE LOUBESKI

Le vidéo-club de la Butte, 49, rue Caulaincourt, 01 42 59 01 23, labuttevideo@noos.fr
Ouvert actuellement de 14 h à 18 h
Cagnotte en ligne : <https://www.lepotcommun.fr/pot/sxm9wa15>

LES DEMOISELLES DU TÉLÉPHONE DU CENTRAL MARCADET

Bibliothèque historique des Postes et des Télécommunications, Paris, 2021. Extrait de : Centraux téléphoniques 1910-1925. Reproduction Jean-Claude N'Diaye



Les demoiselles du central téléphonique Marcadet étaient au service de 2200 abonnés.

Avant l'automatisation définitive du réseau français, des centraux téléphoniques hébergeaient de nombreux employés. Ce personnel qualifié était essentiellement constitué des « demoiselles du téléphone », jeunes filles célibataires corvéables à merci.

Le temps n'est plus très loin où deux amis habitant loin l'un de l'autre pourront se parler sans avoir à sortir de chez eux», déclare, en 1875, l'ingénieur et scientifique américain visionnaire Alexander Graham Bell. Le 14 février 1876, il dépose le brevet du téléphone. Face au rapide essor de cette invention, des centraux téléphoniques sont créés dans le monde entier permettant au plus grand nombre de communiquer grâce à l'intervention d'opératrices appelées les « demoiselles du téléphone ».

En 1889, l'État français rachète, avec l'objectif d'en faire un service public, l'exploitation du téléphone à la compagnie concessionnaire privée, la Société générale des téléphones. En 1911, afin de désengorger le central téléphonique de la rue des Renaudes dans le 17^e arrondissement de Paris, un

établissement téléphonique manuel est construit dans le 18^e. Situé au numéro 266 de la rue Marcadet, près de l'avenue de Saint-Ouen, il comprend 2 200 lignes manuelles, soit 2 200 abonnés.

Le central Marcadet est destiné à desservir la nouvelle circonscription limitée par les voies suivantes : chemin de fer de l'Ouest-État, fortifications, boulevard Ornano, rue du Mont-Cenis, rue des Martyrs, boulevards de Clichy et des Batignolles.

Pour assurer la fonction de téléphoniste, l'État recourt exclusivement à du personnel féminin qui aurait, selon les stéréotypes en vigueur à l'époque, des « oreilles irréprochables ». Les téléphonistes sont assises devant des panneaux meublés de tablettes horizontales équipées de connecteurs de type jack. Lorsqu'un abonné appelle, une petite lampe s'allume. L'opératrice doit surveiller les

lampes et répondre aux appels. Elle dispose de cordons souples, appelés dicordes, qui lui servent à établir les connexions entre abonnés.

Les demoiselles du téléphone, comme dans la majorité des centraux parisiens, ont des origines sociales diverses : elles proviennent de la paysannerie, du monde ouvrier et parfois aussi de la petite bourgeoisie. Ce sont essentiellement des jeunes filles célibataires dont l'éducation et la morale sont jugées irréprochables. Durant les premières décennies de la téléphonie, elles perdaient généralement leur emploi lorsqu'elles se mariaient.

Recrutées par concours

Depuis 1890, elles sont recrutées par un concours administratif spécialisé de « dame-employée au téléphone ». Pour répondre à des critères de taille et d'âge, une visite médicale est obligatoire. En effet, elles doivent mesurer au minimum 1,45 m et ne pas dépasser 1,70 m – afin que leurs bras ne soient ni trop longs ni trop courts – et avoir entre 18 et 25 ans au plus. Le traitement d'une opératrice débutante est de 800 francs par an.

Au central Marcadet, il y a une opératrice pour environ 80 à 100 abonnés, une surveillante pour dix téléphonistes, des surveillantes principales, des commis principaux, des sous-chefs et chefs de section ainsi que le chef principal.

Les demoiselles sont réparties dans deux brigades : l'une travaillant de 7 h à midi et de 19 h à 21 h, l'autre de midi à 19 h. La nuit, des hommes prennent le relais.

Le travail est réputé éprouvant pour les nerfs. Toutefois, les demoiselles bénéficient d'un mois de congés payés, de tarifs réduits pour les billets de train, d'un médecin du travail. En outre, elles reçoivent une prime pour couvrir leurs frais de logement et une indemnité de repas. Elles ont également la possibilité de progresser en devenant surveillante puis surveillante principale.

Dans les années 1900, l'administration prend conscience de leurs difficultés de logement et décide de leur procurer un foyer décent. Initialement prévu pour les demoiselles du téléphone, ce projet aboutit à la construction en 1905 de la *Maison des dames des PTT* située au 41 rue de Lille dans le 7e arrondissement. Ce foyer est doté de 111 chambres individuelles meublées.

À partir de 1907, les lauréates du concours suivent une formation d'une quinzaine de jours dans les locaux du nouveau siège de Passy. Elles apprennent, par session de dix élèves, les mystères de l'électricité, les divers systèmes de téléphone, les commutateurs mais aussi à répondre à des abonnés fictifs et à leur donner la communication demandée, ainsi qu'une bonne articulation, la politesse, l'amabilité et la patience.

« J'écoute ! »

Conformément à la réglementation en vigueur, lorsqu'elles arrivent au travail, les téléphonistes se branchent sur la « position » qui leur est attribuée. Elles sont équipées d'un casque, d'un micro style entonnoir autour du cou et lesté par un poids sur l'estomac. Elles n'ont pas le droit de prononcer des paroles autres que les phrases stéréotypées du service et doivent accueillir chaque abonné par la formule « j'écoute ! ». Assises les unes à côté des autres, elles n'ont le droit ni de se retourner ni d'aller aux toilettes sans l'autorisation de la surveillante. Des tables d'écoute sont aussi mises en place par l'administration afin que d'autres surveillantes, installées sur un bureau surélevé, se branchent à l'improviste sur les communications en cours pour en contrôler les conditions de déroulement. Dès lors, à la moindre faute... elles verbalisent.

Les demoiselles doivent aussi faire preuve d'une discrétion absolue car les abonnés sont essentiellement des gens fortunés, des entreprises, des commerçants, des professions libérales et notables, c'est-à-dire une clientèle qu'il faut soigner et respecter. Leur situation est délicate car elles sont au courant de tout ce qui se passe tant au niveau des affaires publiques que privées. Ainsi, la réclamation d'un abonné à l'encontre d'une opératrice peut être lourde de conséquences pour l'agent concerné.

« À travail égal, salaire égal ! »

En 1903, les demoiselles du téléphone adressent au Parlement un mémoire dans lequel elles indiquent qu'en moyenne chaque employée traite six commu-



Le central Ornano du 114 rue Marcadet, créé en 1933, est un exemple d'architecture industrielle.

Jean-Claude N'Diaye

nications par minute et témoignent de l'aspect déshumanisant de leur métier dans les « 24 commandements de la téléphoniste ». À cette époque, elles n'ont qu'un dimanche de liberté tous les quinze jours.

En 1909, les dames-employées au télégraphe initient une grève visant à annuler le nouveau système d'avancement décrété par le sous-secrétaire d'État aux Postes et Télégraphes qui restreint fortement leurs possibilités de promotion. Les demoiselles du téléphone participent à ce mouvement devenu national dans l'objectif d'améliorer leur condition. En effet, elles travaillent (48 heures par semaine) dans un bruit assourdissant et continu. L'augmentation du nombre d'abonnés et du trafic, que la technique a du mal à suivre, accentue les cadences et l'insatisfaction de clients de plus en plus exigeants.

Les médecins constatent des problèmes auditifs, des névroses professionnelles, des problèmes d'irritabilité. L'administration résiste et sanctionne de nombreux grévistes.

En 1925, les dames-employées se mettent à nouveau en grève pour obtenir la parité des salaires avec les commis hommes dont le salaire maximum a été fixé par le gouvernement à 11 000 francs contre 7 200 francs pour elles. Elles demandent, par conséquent, l'instauration d'une seule classe d'agents, composée d'hommes et de femmes, subissant le même concours, ayant les mêmes obligations, mais aussi les mêmes salaires et les mêmes droits. L'administration, craignant une généralisation de la grève dans tous les centraux téléphoniques, capitule.

Le téléphone automatique

Inventé en 1891, aux Etats-Unis, le téléphone automatique permet d'appeler directement un correspondant sans passer par une opératrice. L'utilisateur décroche son téléphone et numérote à l'aide du cadran la série de chiffres identifiant son correspondant.

À Paris, le premier central automatique, le Carnot, est inauguré le 22 septembre 1928. En 1932, un autre, en béton armé recouvert de briques, est construit dans le 18e arrondissement.

Situé au numéro 114 de la rue Marcadet, le central Ornano-Montmartre est automatisé dès sa création. Celui de Marcadet l'est en 1933. L'automatisation ne fait pas disparaître mais complexifie le travail des téléphonistes. Elles doivent désormais assurer le

contrôle, la taxation des communications, les renseignements et les réclamations.

En mai 1968, une grève a lieu à Ornano-Montmartre au sein duquel travaillent 140 personnes dont une cinquantaine de femmes. La plupart d'entre elles répondent aux questions des abonnés prioritaires (médecins, hôpitaux, personnes âgées, etc.) et assurent le passage des communications avec d'autres centres téléphoniques de France et les communications internationales. Les revendications des grévistes portent sur l'amélioration des conditions de travail et la reconnaissance du droit syndical. Le chef principal quitte son logement de fonction situé au 5e étage du

« En 1925, les dames-employées se mettent à nouveau en grève pour obtenir la parité des salaires avec les commis hommes. »

central et remet aux grévistes les clés de l'immeuble en leur confiant la responsabilité de l'ensemble des services et des équipements. Des lits de camp et des couvertures sont amenés par celles et ceux qui habitent loin de la rue Marcadet. La restauration est assurée par les employés de la cantine du 4e étage. Les grévistes assurent des tours de garde jour et nuit afin de protéger leur outil de travail de toute intrusion. Ils vont aux manifestations à pied car la grève générale affecte aussi le métro. Et, aux rares moments de temps libre, ils montent sur la butte Montmartre où les attendent les bars, la musique et les chansons.

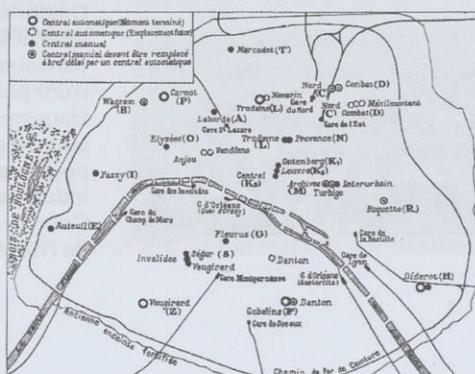
Le 15 décembre 1979, l'ensemble du réseau téléphonique français est totalement automatisé. Les demoiselles du téléphone voient leur métier progressivement disparaître. La plupart d'entre elles sont reclassées dans d'autres services.

Enfin, le 11 juin 2002, à Washington, la controverse relative à la paternité du téléphone, invention qui continue de révolutionner nos vies, refait surface. La Chambre des représentants des États-Unis reconnaît officiellement l'Italo-Américain Antonio Meucci comme étant le véritable inventeur du téléphone. Mais ceci est une toute autre histoire. ●

ANICK AMAR

Remerciements à : Monsieur Jean Godi (<http://jean.godi.free.fr/histoire/index.htm>). Monsieur Pierre Philippi de la Direction de l'archivage numérique et patrimonial d'Orange. La Bibliothèque historique des Postes et des Télécommunications (BHPT). La Fédération nationale des associations du personnel de La Poste et d'Orange pour la recherche historique (FNARH) et son comité de lecture. Monsieur Charles Sancet, de l'association « Libération nationale PTT - ANACR »

Centraux téléphoniques manuels et futurs centraux automatiques de Paris en 1927.



EXPO
**STREET ART
DANS LES MURS**

Des œuvres sur toile et bois, et des installations en palette à découvrir.

Graffmatt, street artiste chambérien, s'expose à Montmartre... mais en galerie. Reconnu pour sa technique graphique, Matthieu Lainé (de son nom complet) excelle dans un dessin très figuratif, coloré, sur des supports divers et variés et parfois en 3D. Adepté de l'aérosol, il travaille ensuite le détail aux feutres et marqueurs acryliques contrastants.

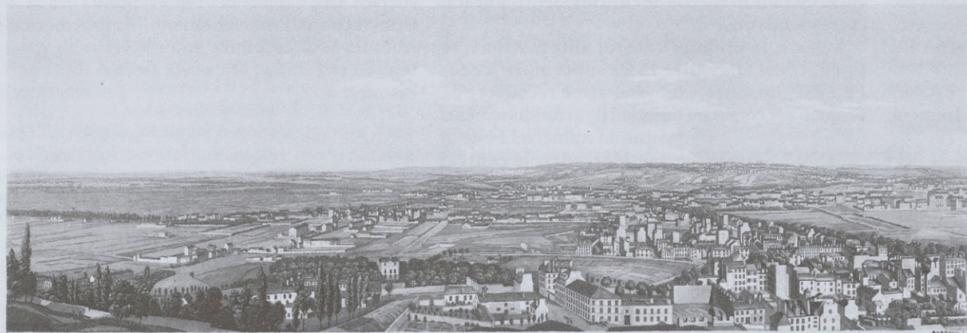
Il déstructure et rassemble des palettes, superpose des cartons, pour recréer des paysages urbains en suspension. Mais produit tout aussi bien des personnages aux traits très réalistes. Il a ainsi dessiné la fameuse infirmière aux gants de boxe déterminée à mettre fin à l'épidémie de coronavirus au printemps 2020. Une œuvre destinée à une vente aux enchères au profit des soignants de l'AP-HP qui a beaucoup circulé sur les réseaux sociaux.

Graffmatt sera présent pour le vernissage de son exposition le 6 février. Il réalisera une installation spécifique pour l'occasion. Bien sûr dans le respect des mesures sanitaires du moment. ● S.M.

Du 6 au 21 février, chez Young Artists Montmartre, 13 rue du Mont-Cenis, métro Lamarck-Caulaincourt, 06 80 13 69 05.



EXPO
PLONGÉE DANS L'HISTOIRE SUR LE PONT SAINT-ANGE



Mettre en lumière ces pionniers du Grand Paris, à l'origine de l'une des mutations majeures de Paris au XIX^e siècle, c'est l'objectif de cette exposition, préparée par le Comité d'histoire de la Ville de Paris, sous l'autorité scientifique du commissaire, l'historien Alexandre Frondizi. En effet, les communes de la petite banlieue annexées par Paris en 1860 n'ont pas attendu le baron Haussmann pour participer pleinement aux transformations politique et sociale, mais aussi industrielle et urbaine de la capitale. Cette exposition exhume une partie de l'histoire ensevelie des deux

BALADE

VISITE GUIDÉE SOUS LE SIGNE DE L'HUMOUR

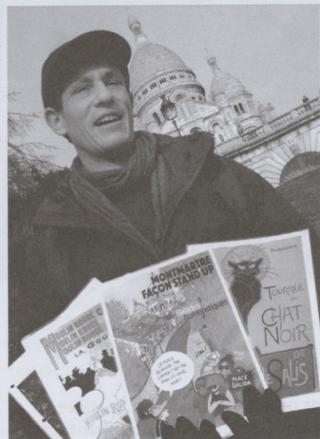
Josquin Chapatte propose une visite de Montmartre façon stand-up.

Même en ce temps de crise sanitaire, les visites de Montmartre continuent. Et pour sortir de la morosité ambiante, suivez le guide Josquin Chapatte ! Sa spécialité : mêler l'humour à l'histoire et la vie de Montmartre. Il le fait à la façon stand-up au travers d'un texte co-écrit avec son comparse Eric Cohen.

Venu de Suisse, Josquin, après des études d'histoire, s'inscrit au cours Florent avec une envie depuis l'enfance de faire de l'humour. Le trentenaire monte sur scène, s'essaye sur les planches du théâtre de Dix heures ou de la Boîte à rire (19e). Puis il conçoit, juste avant l'été 2020, et alors que les salles sont encore fermées, une visite insolite de Montmartre.

Le départ est donné place Blanche où vous découvrirez l'origine véritable de son nom, lié aux traces laissées par les véhicules qui descendaient des carrières de Montmartre. « *Car non ce n'est pas la place de la coke, hein !* » Le guide se réjouit de livrer moultes anecdotes. Ainsi, rue Lepic, devant la maison où Van Gogh a séjourné chez son frère, il nous apprend pourquoi ce peintre avait si bonne mémoire : « *Eh bien, c'est parce que l'info restait dans sa tête puisqu'elle ne pouvait pas entrer par une oreille et sortir par l'autre...* »

Le ton est donné et au détour des rues du quartier qu'il connaît pour y



Jean-Claude N'Diaye

avoir vécu plusieurs années, découvertes d'hier ou d'aujourd'hui et blagues souvent décalées se mêlent et la visite d'une heure trente passe très vite. Habitants du 18^e, n'hésitez pas à découvrir autrement Montmartre en privilégiant les visites de proximité ! ●

MARYSE LE BRAS

Réservation sur BilletRéduc : <https://cutt.ly/Hj1wmbq>

Pour découvrir Josquin, consultez son podcast Louis 1664.

MUSIQUE

HARMONIES D'ICI ET D'AILLEURS AU 360

La 14^e édition du festival Au Fil des voix sera accessible exclusivement en ligne.

Le 360 Paris Music Factory accueille comme l'année dernière, le festival Au Fil des voix. Les concerts auront bien lieu mais sans public. Ils seront captés et rediffusés en ligne. A l'affiche, du jazz, de la pop, de la rumba, du slam, des rythmes capverdais, persans et gnawas, du chaâbi algérien ou encore de l'afrobeat. Quinze formations sont annoncées, uniquement des artistes qui ont enregistré un album durant les douze derniers mois. On recommandera particulièrement Les Frères Smith : onze musiciens parisiens qui puisent leur inspiration du côté de Fela et Tony Allen mais aussi de la tradition mandingue,

l'éthio-jazz ou les rythmes électroniques du Proche-Orient. Vous pourrez également (re)découvrir les rythmes ensoleillés de Sam Mangwana. Le septuagénaire qui pourrait être l'ultime membre d'un rumba social club congolais, interprétera les huit titres de son album, *Lubamba*. Camille Bertault, étoile montante de la chanson à texte à la française, égrènera les textes dont elle est désormais

l'auteur, accompagnée par le pianiste Jacky Terrasson. La jeune Cubaine Ana Carla Maza (*photo*) proposera un solo acoustique intimiste derrière son violoncelle, inspirée par différentes traditions musicales latino-américaines. Le slameur Flem – sous l'influence directe de Vieux Farka Touré – mêlera ses textes aux sonorités traditionnelles de l'Afrique de l'Ouest. Et bien d'autres artistes émergents venus des quatre coins du monde. S.M.



Du 1er au 8 février : les dates de diffusion seront annoncées sur les pages facebook du 360 et du festival Au Fil des voix. www.le360paris.com et www.aufildesvoix.com

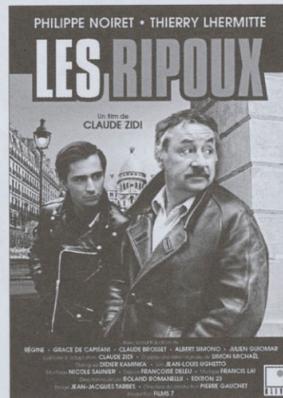
LE 18^E EN SCÈNES

Notre arrondissement est une terre de tournages. Comme un album souvenir, cette rubrique revient sur un film d'hier ou d'aujourd'hui, présent dans nos mémoires ou tout à fait oublié.

LES RIPOUX DE CLAUDE ZIDI (1984)

René, un fic en fin de carrière a ses habitudes dans son univers, le 18^e populaire. Son interprète, Philippe Noiret, déclare d'ailleurs : « *C'est le Paris que j'ai connu tout de suite après la guerre. Paris avec son pavé mouillé, Paris à la Léo Malet, à la Marcel Aymé.* »

Veuf, il habite toujours au-dessus de la Librairie du Canal que tenait sa femme (située dans la vraie vie à Saint-Denis). Il boit son café rue des Roses, « achète » son gigot à la Boucherie nouvelle, rue du Poteau. Cette existence pépère menace de prendre fin lorsque débarque au commissariat François (Thierry Lhermitte), un blanc-bec frais



émoulu de l'école de police. Le jeunot a des principes, il se met à alpaguer les petits malfrats que René laisse prospérer. Pour lui remettre les idées en place, René l'invite à La Renaissance, rue Championnet, sa cantine. Le nez dans son Code pénal, il ne voit pas arriver sur la table le château latour offert par la maison. La table des deux policiers est au centre de la salle et René tourne le dos à une cloison en vitrail.

Quentin Tarantino a-t-il vu *Les Ripoux* et flashé sur ce bistrot typique ? Il y tournera une scène d'*Inglorious Basterds* en 2009. Mélanie Laurent bouquine, installée sur une banquette, la moleskine rouge avait été changée pour l'occasion.

Le succès des *Ripoux* (le mot passe alors dans le langage courant) a amené Claude Zidi à réaliser deux suites (*Ripoux contre Ripoux* et *Ripoux 3*). Si les deux premiers films se passent entre Barbès et La Chapelle (l'hôtel de François se trouve rue de la Charbonnière), le troisième a déménagé à Belleville. ●

MONIQUE LOUBESKI

Photo

PROFONDÉMENT HUMAINS

Jusqu'au 14 février, à la Ville A des Arts, 15 rue Hégésippe Moreau, métro Place de Clichy ou La Fourche, entrée libre du lundi au dimanche de 11 h à 17 h, www.villadesarts.paris

Dans la mouvance de la photographie humaniste, Caroline Lamour propose un travail photographique qui révèle la surface sensible d'un temps qui déjà n'est plus. « *Je ne crée pas, je capte des instants de vie, des histoires suspendues, des émotions* », résume-t-elle. Avec Profondément humains, une vingtaine de clichés sont exposés, tous en noir et blanc, dont deux héliogravures. Une bonne moitié des images sont issues de prises de vue montmartroises. Cette exposition propose un regard tendre, parfois chargé d'humour mais toujours respectueux. S.M.



Expo DE L'ÉMOTION EN NOIR ET BLANC

Jusqu'au 14 février, Galerie AVM, 42 rue Caulaincourt, métro Lamarck-Caulaincourt, de 11h à 19h.

Philippe Kaluszyner peint de manière professionnelle depuis une dizaine d'années, après une carrière dans le commerce. Toujours en noir et blanc, il juxtapose des couches de gouache et empile des feuilles. Puis, quand la forme et la matière lui plaisent, il s'arrête. « *Au fil des couches, les feuilles se déforment, suivant le type de papier, et je joue avec* », explique l'artiste.

Ses œuvres exposent la matière, la trace, l'épaisseur, l'empreinte de chaque geste ou goutte posés sur le substrat fragile et figé du papier. « *Je n'anticipe rien, j'essaye d'atteindre un état de lâcher-prise lorsque je peints. Ce qui en ressort m'échappe* », poursuit-il. Rien de figuratif, même si chacun est libre d'interpréter les formes comme il le souhaite.

La source de son style ? Peut-être, lorsqu'il étudiait dans une école de photo à Londres, cet exercice qui consistait à produire de l'émotion en shootant une vieille paire de chaussures ? « *Depuis, je creuse la question : comment produire quelque chose de vibrant avec du noir et blanc ?* » Une vingtaine de ses œuvres sont installées dans la galerie AVM. ● S.M.

Africa 2020

L'ICI est l'un des quartiers généraux de la saison Africa 2020 (événement déplacé au premier semestre 2021 pour cause de Covid). Contes, danse, concerts, conférences, films, ateliers de pratique artistique, mettront à l'honneur les artistes du continent. En débutant par une expo, « Zone franche », visible en ligne chaque samedi.

Renseignements : www.institut-cultures-islam.org

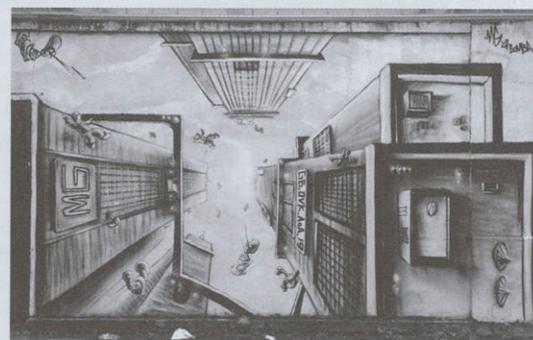
Musique

L'université populaire de la musique organise une soirée sur le thème « Jazz à Pigalle ».

Le mercredi 17 février à partir de 19h, salle des fêtes de la mairie.

MUR D'IMAGES

La rue d'Aubervilliers dans sa partie au nord de la rue Riquet offre un mur d'images souvent saisissant. Graffeurs et street artistes en tous styles s'y expriment sur le mur qui longe l'emprise SNCF, avec des thèmes d'inspiration variés. Les joueurs du PSG y figurent en bonne place, ainsi que d'autres stars et parfois des réflexions sur notre société... Actuellement, cinéma et séries télé ont aussi la côte. Saurez-vous reconnaître les personnages que nous y avons croisés ?



Jean-Claude N'Diaye

LITTÉRATURE

UN ÉCRIVAIN DANS VOTRE SALON

Des soirées littéraires chez l'habitant, pour se croire au théâtre.

L'Etoile du Nord a imaginé des rencontres à domicile avec l'écrivain en résidence au théâtre, Gilles Marchand, lui-même habitant du 18e. Désireux d'amener la littérature sur scène, par le biais de jeunes écrivains émergents, Jean-François Munier, directeur du théâtre, avait choisi cet auteur avec la complicité de la blogueuse Charlotte Milandri de l'association 68 premières fois qui soutient les jeunes auteurs. Initialement, la résidence, sous forme de carte blanche, prévoyait des ateliers d'écriture, des rencontres au

théâtre avec d'autres écrivains, des interventions dans un lycée de Saint-Ouen, des lectures... Le public ne pouvant plus fréquenter la salle, le livre (et son auteur) se devaient de trouver un autre moyen d'atteindre le public. Jean-François Munier a donc proposé à l'écrivain d'aller... chez le spectateur. Celui-ci accepte, pensant que « *les livres existent encore, les histoires perdurent, l'encre ne s'efface pas si facilement* ».

Et c'est tout simplement que Gilles Marchand toque à votre porte, s'installe dans un fauteuil, se présente et suscite les questions, les interrogations, la curiosité à l'égard de son métier. Il aime l'échange, cela s'entend. Las des rencontres vidéos,

l'auteur préfère le contact (masqué et à distance). « *Le théâtre, à un moment donné, c'est rencontrer les gens, entendre les respirations ; on ne lit pas de la même façon quand on a un public, quand on reçoit les réactions.* »

C'est l'occasion également pour ce jeune auteur de rencontrer des lecteurs différents des habitués des salons du livre.

Et pour l'Etoile du Nord de partir à la conquête de nouveaux publics, que la littérature entraînera peut-être vers la danse ou le théâtre. ●

DOMINIQUE BOUTEL

Pour s'inscrire à une soirée littéraire du samedi, gratuite et limitée à six personnes, l'auteur compris : contact@etoiledunord-theatre.com ou 01 42 26 47 47.

Les romans de Gilles Marchand sont publiés aux éditions Aux Forges de Vulcain

Parution 2020 : *Requiem pour une Apache*



Gilles Marchand

Lithographies

FERNAND LÉGER ET L'IMPRIMERIE MOURLOT

Jusqu'au 3 mars, à l'Atelier Véron, 31 rue Véron, métro Blanche, tous les jours du lundi au dimanche de 11 h à 19 h, 01 55 79 01 58, www.atelier-veron.com

La galerie avait déjà proposé une très belle sélection de lithographies imprimées par l'Atelier Mourlot à l'automne 2019. Il y avait du Braque, du Picasso, du Chagall, du Cocteau... Cette fois, la sélection est entièrement dédiée aux affiches signées Fernand Léger, qui fut en son temps Montmartrois. Couleurs, lignes, formes et volumes du cubisme seront à l'honneur, grâce à l'association du talent des deux Fernand (l'imprimeur et le peintre).

S.M.



RÉALITÉ VIRTUELLE

LA CULTURE SE MET À LA VENTE À EMPORTER

Diversification Cinéma, une entreprise en résidence dans l'incubateur du IO4, a imaginé un dispositif de location de masques de réalité virtuelle, le VR to go. À partir du 9 février il sera possible de louer ces ensembles : masque de réalité virtuelle, casque et choix de films au IO4 ou de se les faire livrer à vélo, moyennant finance bien sûr. 32 euros pour une location de quelques jours en semaine, 37 euros pour le week-end. Ici pas de proposition de jeux mais un choix de 8 films courts. Le programme comprend



Thierry Nectoux

entre autres *Half life VR* de la chorégraphe Sharon, un spectacle qui a été présenté au IO4 l'an dernier. On y trouve aussi des films qui font voyager dans son salon : *Everest* qui donne à voir l'ascension du sommet mythique, sans oxygène, ou *The Real Thing* qui nous fait déambuler

dans les villes européennes reconstituées en Chine, Venise ou Paris! Le résultat est parfois bluffant quand la réalité virtuelle nous fait entrer dans un réel hors de portée.

DANIELLE FOURNIER

Pour réserver un équipement : <https://www.io4.fr>

ON NOUS ÉCRIT

Le silence guette on craint le pire
Plus le moment de chercher ses mots
Se taire et c'est la terre qui s'ouvre
Comme une houle qui nous recouvre
Et nous confine comme animaux
On meurt quand on n'a plus rien à dire

MARC DELOUZE

Au cœur du 18^e,
un imprimeur près de chez vous !



IMPRESSION TRADITIONNELLE & NUMÉRIQUE
COULEUR & NOIR/BLANC - KAKÉMONO

IMPRIMERIE
Brochures, livrets, chemises, plaquettes, liasses, autocopiantes, têtes de lettre, affiches, etc.

IMPRESSION NUMÉRIQUE
Manuels techniques, dossiers de presse, lettres d'informations, manuels de formation, thèses, mémoires, etc.

PROMOPRINT imprimerie offset et numérique

79 rue Marcadet 75018 Paris • Tél : 01 53 41 62 00 • Fax : 01 53 41 62 02
contact@promoprint.fr • www.promoprint.fr

« ON EST LÀ POUR LE FRISSON »

Implantés dans le quartier de la Goutte d'Or depuis plus de trente ans, Patrick et Louise Marty donnent le goût de la musique et du spectacle vivant en mettant le plaisir en première ligne.

Louise et Patrick Marty prennent la vie à bras le corps et elle le leur rend bien, les entraînant sur des chemins qu'ils ne pensaient pas emprunter : l'Afrique, l'Asie, le Brésil, l'Irlande, mais surtout le 18^e arrondissement. Ils y font partager depuis longtemps leur amour de la musique aux habitants de la Goutte d'Or, au sein des ensembles qu'ils ont créés : les ateliers instrumentaux des Trois Tambours, les P'tits Chanteurs de Barbès ou la Chorale de la Goutte d'Or.

L'histoire remonte à loin, 1984, avec déjà la musique pour décor : Louise, jeune harpiste, rencontre Patrick, jeune trompettiste, sur les bancs du Chœur de la Sorbonne où tous deux chantent. Ils ne se quitteront plus et partageront avec une joyeuse énergie les projets qui ne cessent de naître, dans la tête de l'un, de l'autre, souvent des deux en même temps, au gré de leurs nombreuses rencontres. Passées quelques années à enseigner en lointaine banlieue, ils s'installent dans l'un des quartiers de Paris qui accueillait facilement à l'époque les jeunes couples désargentés, le 18^e, rue Doudeauville, qu'ils n'ont

« L'esprit est d'être ensemble, quels que soient les instruments, les niveaux, les générations. »

plus quitté. Leur coup de cœur va à un logement doté d'une cave. Patrick peut y jouer de la trompette sans avoir à s'enfermer dans le placard, avec les vêtements qui amortissent le son. Outre leur lieu de vie, elle deviendra aussi le premier atelier des Trois Tambours, avec les gens du quartier : « Nous voulions développer notre propre association. On avait plein d'idées, et on savait qu'il nous fallait être libre de les réaliser, pour pouvoir accueillir tout le monde. »

La musique, possible pour tous

Les harpes de Louise avoisinent les lits de leurs enfants. On répète à la cave. L'appartement se module en fonction des besoins et il y règne une belle animation ! Le couple met tout de suite en pratique ses idées pédagogiques : faire jouer rapidement les jeunes ensemble, apprendre le solfège avec l'instrument, et partager le plaisir de la musique dans la cité. « A l'époque, on n'avait pas idée que des populations n'avaient pas accès à la musique. La demande ne se manifestait pas, parce que beaucoup de gens ne savaient pas que ça existait, que c'était possible pour tous. »

Leur premier voyage en Afrique, au Bénin, leur ouvre les yeux. « Un matin, on s'est réveillé, on a regardé autour de nous et on s'est senti hyper bien,



Thierry Nectoux

comme si c'était chez nous ! » Ils louent une moto, sillonnent Cotonou, montent, en une semaine, de toutes pièces une chorale de 150 enfants qu'ils découvrent super motivés, et qu'ils accompagnent en musique. « On se balade toujours avec nos instruments ! » Après plusieurs voyages au Bénin – dans lesquels ils emmènent très vite les jeunes de la Goutte d'Or –, ils y construisent une école de musique et engagent des professeurs. « On a même réussi à faire venir les enfants béninois ici ! »

C'est le début d'une grande aventure qui va se poursuivre dans différents pays. Le Cambodge, où ils créent une classe de musique dans une école après avoir joué dans les temples d'Angkor et embarqué deux fois douze collégiens instrumentistes des Trois Tambours. Le Brésil, où le groupe d'adolescents qu'ils ont emmenés avec eux a joué avec un orchestre symphonique et où ils ont créé une chorale et un cours de guitare dans une favella. La Tunisie, où la Chorale de la Goutte d'Or se produit avec l'orchestre national. Lever des fonds pour tous ces projets est parfois compliqué, mais ils trouvent toujours des solutions : vendre leur miel ou des soies du Cambodge, cachetonner pour financer un voyage, convaincre les bons partenaires...

Un mélange des arts

Car ils font profiter les enfants et les adultes parisiens de ces aventures, comme en témoigne Simon Deschamps, aujourd'hui circassien et danseur. L'artiste loue l'énergie et le dévouement de Louise et Patrick, ainsi que leur approche de la musique, à l'écoute des sensibilités de chacun : « L'esprit était d'être ensemble, quels que soient les instruments, les niveaux, les générations. Il y avait cette idée d'échange, de collectif, avec eux qui ont toujours joué avec nous. Cela m'a formé. On comprend qu'il n'y a pas de petit rôle, que chacun compte. » Simon se souvient de son premier voyage au Bénin où il a joué avec les élèves

de la nouvelle école, puis du deuxième. Cette fois, Louise et Patrick lui permettent de vivre sa vocation de circassien, ce qui confirme une disposition née de ces expériences de la scène, du contact avec le public, de ces arts qui se mêlent au sein d'un même spectacle et que favorisent les deux musiciens.

Ce qui l'a également marqué, c'est leur capacité « à faire vivre le quartier », en participant à tous les événements, mélangeant les populations et n'hésitant pas à y associer des personnalités, comme Manu Di Bango ou Roula Safar. Comment résister à l'appel de Louise et Patrick ? Leur duo inhabituel, harpe et trompette, est aussi à l'origine d'un répertoire qui a séduit par exemple la danseuse Kettly Noël. Fondatrice du festival Dense Bamako Danse, elle les a conduits au Mali, au Festival des réalités, puis à Madagascar où ils gagnent ensemble le premier prix RFI Danse. Avec Kettly, ils ont fait le tour des scènes nationales africaines ! « On revient toujours avec des idées pour notre pédagogie ici. Ce sont toutes ces expériences qui nous font avancer. »

Une annexe dans le Perche

Le couple a fini par obtenir un autre lieu, rue de Laghouat, vite devenu un peu étroit pour les 250 élèves désormais inscrits dans leurs ateliers. Leur dernier projet a consisté à créer un centre musical international à Roussigny : une ferme délabrée du Perche transformée en à peine six ans en lieu culturel où ils accueillent en stage des enfants qui veulent pratiquer la musique, et organisent un festival.

« Nous, on ne demande rien au départ, ça vient à nous parce qu'on aime la rencontre. Tu vois un gamin qui te dit "je veux faire de la harpe", ou "je veux lire les partitions comme toi", alors tu te débrouilles pour que ce soit possible. » Leur dernière envie serait de faire venir les enfants brésiliens d'une école de « choro ». Complicé, certainement, mais rien n'est vraiment impossible pour les Marty. « Ce qu'on aime donner, c'est de l'émotion ». C'est plus que ça, c'est du frisson ! ●

DOMINIQUE BOUTEL